

LIBRARY

## **COMITEXIL**

Comité de Coordination des Industries Textiles  
de la Communauté Economique Européenne

Coördinatiecomité van de Textielnijverheid  
van de Europese Economische Gemeenschap

Comitato di Coordinamento delle Industrie Tessili  
della Comunità Economica Europea

Koordinationskomitee der Textilindustrien  
der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft

Coordination committee for the Textile Industries  
in the European Economic Community

Koordinationskomité for Textilindustrierne  
i Det europæiske økonomiske Fællesskab

**BULLETIN 77 / 1**



<b>L' INDUSTRIE TEXTILE EUROPEENNE</b>	<b>EUROPEAN TEXTILE INDUSTRY</b>
<b>FACE AUX</b>	<b>A N D</b>
<b>POLITIQUES ECONOMIQUES ET SOCIALES</b>	<b>THE ECONOMIC AND SOCIAL POLICIES</b>
<b>DES ETATS MEMBRES</b>	<b>OF THE E. E. C.</b>
<b>DE LA C. E. E.</b>	<b>MEMBER STATES</b>

\*

\*

**LE CAS DE**  
**L' A L L E M A G N E**  
**(R.F.A.)**

**GERMANY' s**  
**CASE**  
**(F.R.G.)**

vu par / seen by

**Wilhem HARDT**  
..  
**President de Gesamttextil**  
**Industriel Textile**

et / and

**Dr. ROHWEDDER**  
..  
**Secrétaire d' Etat dans**  
**le Gouvernement de la R F A**

—  
**President of Gesamttextil**  
**Textile Industrialist**

—  
**State Secretary in the Government**  
**of the Federal Republic of Germany**

**Assemblée Générale**  
**de Gesamttextil**

**General Assembly**  
**of Gesamttextil**

**Bonn 17.1.1977**

\*

**COMITEXTIL**

**24, rue Montoyer · 1040 BRUXELLES**

**Télex 02 / 22 380 · Tél. (02) 511.70.32 · 511.18.77/78 · 511.49.60**

**6 (CST 65) C**



## INTRODUCTION

L'industrie expose. La Commission (des C.E.) propose. Le Conseil (des Ministres) dispose . . . mais au coeur du mécanisme, l'intérêt des Etats membres demeure le facteur essentiel, la composante majeure des "dispositions" que prendra le Conseil des Communautés Européennes.

\*

Pour les responsables de l'industrie, qui ont en charge l'élaboration des politiques professionnelles au niveau communautaire, comme pour les instances politiques qui ont à prendre les décisions, il n'y a guère de place pour l'exégèse en matière d' "intégration", pour la spéculation sur les "transferts de souveraineté" . . . . .

Le compromis constructif doit être trouvé sur la base communautaire des intérêts profonds de chaque Etat membre, et dans une prospective résolument pluri-nationale. Et c'est pourquoi, il est intéressant, il est instructif, pour tous ceux qui s'intéressent à la politique textile européenne, d'entendre s'exprimer et s'affronter dans les Etats membres, une industrie et son gouvernement national.

\*

C'est dans cet esprit, comme nous l'avons déjà fait, il y a 5/6 ans, que nous offrons à nos lecteurs en ce début d'année, la traduction littérale des exposés fondamentaux (gründlich !) et extrêmement brillants, auxquels nous avons eu la chance d'assister récemment, lors de l'Assemblée Générale annuelle de l'un des Membres de Comitextil.

## Post scriptum :

- La prochaine livraison du "Bulletin de Comitextil" sera consacrée, comme tous les ans, à notre étude sur l'industrie textile européenne et son environnement mondial.
- Ce travail de première main, que nombre d'entre vous nous ont déjà réclamé, est d'un intérêt essentiel :
- servant de base aux études de marché et aux décisions d'investissement des entreprises, il fournit, en outre, un support logistique dûment chiffré, aux négociations internationales, dont dépendent le maintien et le développement de notre commerce extérieur textile;
- il est réservé à ceux de nos lecteurs qui ont réglé leur souscription d'abonnement 1977. Nous joignons à nouveau un formulaire de ré-abonnement à votre intention, si cela n'était pas le cas en ce qui vous concerne.

## INTRODUCTION

Industry expounds. The (E.C.) Commission proposes. The Council (of Ministers) disposes . . . . , but, at the heart of the mechanism, the interest of the member States remains the essential factor, the main component of the "provisions" the Council of the European Communities will adopt.

\*

For the members of Industry who are in charge of the drawing up of professional policies at Community level, as well as for the political authorities who have to take the decisions, there is not much place for exegesis where "integration" is concerned, for speculation on the "transfers of sovereignty" . .

The constructive compromise must be reached on the Community bases of the fundamental interests of each member State, and in a thoroughly multi-national perspective. That is the reason why it is relevant and instructive for all those who are interested in the European textile policy to hear an industry and its national government express themselves and see them face one another in the member States.

\*

It is in this spirit that, like we already did 5 or 6 years ago, we are offering to our readers the literal translation of the basic (gründlich !) and extremely brilliant statements we were lucky to witness recently, on the occasion of the Annual General Assembly of one of the Members of Comitextil.

## Post scriptum :

- The next "Comitextil Bulletin" will be devoted, like every year, to our survey on the European textile industry and its world environment.
- This work compiled from first-hand knowledge, which many of you have already been asking for, is of prime interest :
- while serving as a basis for market surveys and the decisions of undertaking regarding investments, it also supplies a logistic support, with sound figures, for the international negotiations on which the upholding and development of our external textile trade depend.
- it is reserved to those of our readers who have paid their subscription for 1977. We are joining a new subscription form at your intention in case you wouldn't have renewed it yet.



EXPOSE de Mr. Wilhem HARDT

Mesdames, Messieurs,

Il n'est pas seulement de tradition, mais il est également nécessaire que, dans l'exercice de mes fonctions auprès de Gesamttextil, j'expose et je développe à l'occasion de notre assemblée annuelle les conceptions de notre industrie textile dans le domaine de la politique économique et sociale.

Notre assemblée annuelle est en même temps le moment d'exprimer publiquement l'opinion de la plus grande industrie de biens de consommation, à savoir notre industrie textile, en ce qui concerne les problèmes d'ordre général de la politique économique et sociale.

Au cours des 25 dernières années, nous avons toujours eu la joie — à part de rares exceptions — d'accueillir un membre responsable du Gouvernement Fédéral lors de notre assemblée annuelle. Ceci ne va nullement de soi lorsque l'on connaît l'emploi du temps très chargé de ces messieurs du Gouvernement.

Pour l'industrie textile, la présence de responsables du gouvernement présente l'avantage inestimable — et tel sera aussi le cas aujourd'hui — de permettre un dialogue direct entre le gouvernement et nous.

Ce dialogue n'a pas toujours été uniquement un dialogue amical et il ne le sera pas non plus aujourd'hui. Il s'agit toujours en réalité d'un entretien mené de façon critique par les deux parties. Et, il faut dire que le fait de clarifier les positions nous a toujours permis de progresser de manière appréciable.

Dans ce contexte, j'ai aujourd'hui la grande joie d'accueillir parmi nous le Secrétaire d'Etat, M. Rohwedder. Au sein du Ministère Fédéral des Affaires Economiques, M. Rohwedder est plus particulièrement responsable pour les problèmes textiles. Nous attendons avec beaucoup d'intérêt ses réponses à nos questions concernant la politique textile. Et c'est avec le même intérêt que nous accueillerons ses déclarations concernant les principes de la politique économique future en général.

Une telle information de première main est particulièrement précieuse au début d'une période législative et quatre semaines après une déclaration gouvernementale empreinte avant tout des problèmes de politique économique et sociale.

Du point de vue conjoncturel, les trois premiers trimestres de 1976 s'annonçaient encore relativement favorables à l'industrie textile. Au cours du 4ème trimestre, l'évolution positive, surtout en ce qui concerne l'important indice conjoncturel que constitue l'enregistrement des commandes, a marqué un brusque arrêt.

Les indices de l'industrie de l'habillement et du commerce de détail ont suivi la même évolution.

C'est la raison pour laquelle nous devons nous poser la question suivante :

"La courbe conjoncturelle décrivant l'évolution dans l'industrie textile a-t-elle à nouveau atteint son point maximum ou bien reprend-elle seulement haleine pour continuer cette année sa lente progression des premiers trimestres de 1976 ?"

Pour l'instant, il me semble qu'il n'est pas encore possible d'émettre un jugement fondé à ce sujet.

SPEECH by Herr Wilhem HARDT

Ladies and Gentlemen,

It is not only by tradition, but also because of my responsibilities to Gesamttextil, that, on the occasion of our Annual General Meeting, I make a statement about and set out the function of our textile industry in the field of economic and social policies.

Our Annual General Meeting also provides the opportunity to state, publicly, the views of the largest consumer goods industry, namely, our textile industry, in the context of economic and social policies.

During the last twenty five years, we have always had the pleasure, with only rare exceptions, of welcoming, to our Annual General Meeting, a responsible member of the Federal Government. This does not happen by itself, given the heavy calls upon the time of these gentlemen of the Government.

The presence of a responsible Government representative, — and this will be the case today —, provides the textile industry with the inestimable advantage of allowing for a direct dialogue between the Government and us.

This dialogue has not always been entirely friendly, and neither will it be so today. In actual fact, it is always a question of a meeting during which both sides are critical. It must be said that making clear both points of view has always resulted in appreciable progress being made.

In this connection, today, I have great pleasure in welcoming amongst us the Secretary of State, Herr Rohwedder. At the heart of the Federal Economics Ministry, he is more particularly responsible for textile problems. We look forward, with great interest, to his answers to our questions dealing with textile policy. We shall welcome with the same interest his remarks about future economic policy in general.

Such first-hand information is especially valuable at the beginning of a legislative session and four months after a Government statement, which dealt, above all, with economic and social policy problems.

As for the economic situation, the first three quarters of 1976 turned out favourably for the textile industry. During the fourth quarter, there was an abrupt halt in the positive trend, especially in respect of the important business index which comprises the registering of new orders.

The indices for the clothing industry and for the retail trade followed the same trend.

Because of this, we must ask ourselves the following question :

"Has the economy in the field of textiles, once again, reached it's maximum or will it recover again only sufficiently to continue it's slow progress of the first quarters of 1976 ?"

At the moment, it does not seem to me possible to make a reasoned statement on this subject.

J'aimerais pouvoir faire des prévisions optimistes pour le marché des textiles dans notre pays pour 1977. Nous attendons également du débat public qui suivra cette réunion d'importants éclaircissements à ce sujet. Il s'agira des perspectives d'avenir du marché des textiles dans la République Fédérale et je ne désire évidemment pas anticiper sur cette discussion.

Nul ne sait mieux que vous qu'à côté du marché intérieur, les marchés étrangers revêtent pour l'industrie textile une importance croissante. Et, à cet égard, il est un fait connu uniquement des experts de la profession : notre pays n'est pas seulement le plus gros importateur de textiles et d'habillement, il est aussi le plus gros exportateur de produits textiles au monde.

Ce qui n'empêche nullement notre énorme excédent des importations dans le domaine textile. Cet excédent atteint actuellement — qu'on se le dise et qu'on en prenne bonne note — 5 milliards de D.M., autrement dit 40 % en valeur de nos importations pour 1976.

D'une part, le succès des exportations de l'industrie du textile et de l'habillement mérite notre attention en tant que réponse claire aux limites fixées aujourd'hui, pour différentes raisons, par le marché intérieur aux débouchés des produits locaux.

D'autre part — et il faut le souligner — une partie des exportations n'est pas rentable. Elles sont effectuées en vue d'employer les capacités des travailleurs dont il ne serait sinon pas fait usage.

Lorsque des pays, qui nous offrent d'importants débouchés, doivent faire face à des difficultés telles que les gouvernements locaux n'excluent pas des interventions administratives dans le commerce international, cela doit nous donner sérieusement à réfléchir. L'expérience nous a appris que, dans un pays menacé par un déficit des devises, le commerce des biens de consommation est souvent celui qui a le plus à craindre.

Et maintenant, un mot concernant les investissements. En fait, les entreprises de l'industrie textile désirent investir en 1977 dans la même mesure que l'année précédente. Tels étaient les résultats d'une enquête effectuée il y a peu par l'Institut - IFO pour la recherche économique. Il s'agit donc d'investissements représentant un peu plus d'un milliard de D.M.

I should like to be able to make optimistic forecasts for the market in 1977, so far as textiles in our country are concerned. We also expect to hear something of importance on this subject, during the public debate which follows this meeting. This will be about future prospects for the textiles market and, naturally, I would not wish to anticipate the content of this discussion.

Nobody knows better than you do, that, against the home market, foreign markets assume an ever increasing importance for the textile industry. Furthermore, in this connection, it is a fact known only to the experts in the trade; our country is not only the largest importer of textiles and clothing, it is also the largest exporter of textile products in the world.

This does not, however, prevent our showing an enormous surplus of imports in the field of textiles. This surplus has now reached a figure, which must be said and understood, of 5bn DMs, in other words, 40 % in value of our exports in 1976.

On the one hand, we should take note of the success of the textile and clothing industries in the field of exports, in so far as this reflects a clear answer by the industry to the restrictions it now faces and for a variety of reasons, in the home market for local products.

On the other hand, it must be emphasised that a proportion of exports is unprofitable. This business is done in order to give employment to those who otherwise would have no jobs.

We should give serious consideration to this when countries, which are important outlets, for us, have to contend with difficulties, such as local Governments not being beyond intervening in international trade. We have learned from experience that in countries suffering from a shortage of foreign exchange, trade in consumer goods is often the trade which suffers.

Now a word about investments. In fact, textile industry enterprises want to invest in 1977 on the same scale as in the previous year. These were the findings from a recent enquiry carried out by the IFO, — the Institute for Economic Research. This means, in effect, investments of something over 1bn DMs.



Ces premières prévisions me semblent bien élevées. Je doute qu'il soit possible d'atteindre un tel niveau d'investissements. Pourtant au début des années 70, l'industrie textile a déjà atteint une fois des investissements annuels d'un montant de 1,5 milliard de D.M. !

Pourquoi nos entreprises n'investissent-elles pas autant et plus aujourd'hui ? A cela, on répond que les revenus devraient être nettement meilleurs et les perspectives de débouchés, pour les produits textiles, beaucoup plus sûres.

Si on se remémore les discussions vraiment peu sympathiques des dernières années, sur la localisation de l'industrie textile, et lorsque l'on songe que, depuis 1970, 840 entreprises textiles ont dû fermer leurs portes en République Fédérale, il me semble que des investissements globaux de plus de 1 milliard de D.M. pour l'industrie textile sont invraisemblablement élevés.

Du fait de l'énorme concurrence, l'idée directrice en matière d'investissements "Rationalisation" acquiert une importance primordiale. Ainsi, actuellement, seulement 7 % des entreprises considèrent qu'un élargissement de leurs capacités constitue le but principal de leurs projets d'investissements.

Ceci ne représente, il est vrai que la moitié du taux valable pour l'ensemble de l'industrie allemande. On peut le regretter mais cela n'étonnera personne.

Ceux qui critiquent notre ordre social sont choqués par l'idée directrice de "Rationalisation" adoptée en matière d'investissements. Leur idéologie la qualifie de "rationalisation qui supprime des emplois".

Dans les pays industrialisés et plus particulièrement dans la République Fédérale, le progrès technique vise évidemment à réduire les coûts du travail. Cela n'est contesté par personne. Mais cette situation est-elle un produit du hasard ? Certainement pas car, à côté du progrès technique croissant, elle est avant tout la conséquence inévitable d'un très haut niveau des salaires dont je parlerai plus tard.

Toutefois, celui qui tente, comme certains critiques de notre ordre social le font, de donner le mot d'ordre : "pas de rationalisation, mais la garantie des emplois existants", essaie tout simplement d'exorciser le diable.

Si ce mot d'ordre était appliqué, notre compétitivité sur le marché international serait très rapidement compromise.

Seuls des postes d'emploi modernes offrent une sécurité à l'entreprise et aux travailleurs.

Les investissements sont d'un intérêt vital pour nos citoyens. Mais cela implique aussi un "oui" franc et massif aux bénéfices. La Bundesbank l'a d'ailleurs souligné clairement : les revenus des entreprises sont encore loin d'avoir rattrapé le recul des bénéfices enregistré au cours de la première moitié des années 70.

A ce jour, on n'a encore remédié en aucune façon à la profonde déviation de la courbe des profits notée particulièrement dans l'industrie textile et ce à cause des lourdes charges supportées dans le passé, qui sont connues de nous tous.

Pour l'économie politique, l'heure est à un "changement d'orientation à long terme" et non pas "un programme de plus à court terme". Les investisseurs, tout comme les consommateurs, doivent à nouveau avoir confiance dans l'avenir. Et alors, les forces ascensionnelles se remettront en marche d'elles-mêmes.

These initial estimates seem to me to be very high. I doubt whether it will be possible to reach such a level of investments. Still, at the beginning of the '70s, the textile industry had already, once, achieved annual investments of 1.5bn DMs.

Why don't our enterprises invest as much, or more, today ? To that, the reply is that returns should be distinctly better and prospects for outlets, for textile products, much more certain.

When one recalls the not very helpful discussions, during the last years, on the locating of the textile industry and one remembers that since 1970, 840 textile concerns had to close down in the Federal Republic, it seems to me that overall investments of more than 1bn DMs for the textile industry are wildly too high.

Because of enormous competition, the guiding thought, "Rationalisation", becomes of prime importance. So, at the present time, only 7 % of the concerns consider that increasing their capacity is the main object of their investment plans.

It is true that this represents only half the rate for German industry as a whole. One can regret this but is surprised nobody.

Those who criticise our social order are shocked by the guiding thought of "Rationalisation", adopted so far as investing is concerned. According to their ideology, it is "rationalisation which causes the loss of jobs".

In the industrialised countries and especially in the Federal Republic, technical progress is aimed, obviously at reducing labour costs. Nobody denies this. But is this haphazard ? Certainly not, as, along with growing technical progress, it is above all, as an inevitable result of the very high level of wages, about which I shall speak later.

However, those of our critics who try to put it about, "no rationalisation, but guarantees covering existing jobs", are quite simply trying to cast out the devil.

If this policy were applied, our international competitiveness would very soon disappear.

Only modern, up-to-date, jobs can provide security for both enterprises and for workers.

Investments are of vital interest to our fellow citizens. But, this implies, also, a massive and frank "yes" to profits. In any case, the Bundesbank underlined, clearly, that companies' incomes are still far from having made good the set-back in profits suffered during the first half of the '70s.

To this day, there has been no sign of a halt in the downward swing in profits, especially in the textile industry and this due to the heavy charges borne in the past, and which are known to us all.

So far as economic policy is concerned, the time has now come for a "change in direction for the long term" and not for yet another "short term programme". Investors, as much as consumers, must, again, have confidence in the future. Then, the lifting power will set itself in motion.

Dans le cadre de conceptions de politique économique à long terme, on peut laisser au mécanisme du marché le soin de régler l'essentiel. J'en suis convaincu. Il semble toutefois que le Gouvernement Fédéral se croit plus malin que le marché. En effet, dans la déclaration gouvernementale, il est question d'un rapport sectoriel sur les structures.

On prévoit des travaux de recherche pour des analyses régulières par branches. Ces projets nous inquiètent profondément. En ce qui concerne notre industrie, les expertises et prévisions ont, depuis des années, donné de mauvais résultats.

Or, le public prend ces résultats pour argent comptant, même si les données sur lesquelles les expertises ou prévisions se basent, sont problématiques.

Qu'est-ce que cela donne ? Lors de la prise de décisions, les résultats sont, plus ou moins consciemment, pris en considération par ceux qui octroient les crédits, par les autorités centrales et communales et ils influencent les travailleurs de façon persistante lors du choix d'un emploi. Si, par exemple, les résultats sont défavorables à un certain secteur, chaque entreprise de ce secteur devra lutter pendant des années pour effacer cette opinion. Pourtant, les experts eux aussi peuvent se tromper !

Je ne puis non plus croire qu'il s'agit là uniquement d'analyses et de prévisions par secteurs non contraignantes et destinées à disparaître finalement au fond d'un tiroir. Un gouvernement qui donne de l'argent pour des travaux de ce genre, prendra certainement des décisions sur la base de ces résultats. Ils s'ensuivra de nouveaux plans, des exigences par ici et des discriminations par là.

Vous comprendrez pourquoi je parle d'inquiétude profonde. Les passages de la déclaration gouvernementale que je viens de mentionner sont le premier pas sur une route pas tellement longue et au bout de laquelle se trouve le dirigisme. Il n'y a pas moyen de faire demi-tour. Les plans doivent être justes et c'est pourquoi de nouveaux domaines doivent sans cesse être inclus dans la planification . . . . .

"Défions-nous des commencements" : nous nous opposons à toute tentative d'emprunter cette voie et nous disons clairement "non" à ces conceptions de la déclaration gouvernementale.

Par contre, il est un autre passage de cette même déclaration gouvernementale que nous avons lu avec satisfaction. A cet égard, l'eau qui tombait goutte à goutte a visiblement fini par entamer la pierre, car le Gouvernement Fédéral annonce son intention d'introduire un certain allègement en ce qui concerne les impôts non liés au rendement de l'entreprise.

Indépendamment du fait qu'il ne s'agit là cependant que d'une déclaration d'intention, l'allègement est lié à l'accroissement de la T.V.A. au 1.1.1978. Elle n'entrera en vigueur que dans deux ans, ce qui est trop tard.

Nos entreprises textiles ont besoin de cet allègement immédiatement. Les impôts non liés au rendement menacent l'existence de nos entreprises. C'est la raison pour laquelle nous les avons insérés très tôt dans la discussion.

In the context of economic policy for the long term, it can be left to the market mechanism to take care of the essentials. I am convinced of this. I have the impression, however, the Federal Government thinks itself cleverer than the market. In the declaration by the Government, in fact, there is mention of a sectoral report on structures.

Provision is made for studies in research on regular analyses by branch. These proposals cause deep concern. For years, in the case of our industry, expert opinions and forecasts have given bad results.

The public take the results of these expert opinions or forecasts as gospel, even if the figures on which they are based are questionable.

What is the outcome ? When decisions have to be taken, the results are, more or less, conscientiously, taken into consideration by those who grant the credits, by central and communal authorities and they have a persistent influence on the workers in the matter of the choice of job. If, for example, the results are unfavourable to a certain sector, every concern in that sector will have to fight for years to live down that opinion. However, the experts, themselves, can be wrong !

Neither can I believe it will only be a case of analyses and previsions, unrestrained, by sectors, and which will be destined to disappear, ultimately, in to the bottom of a drawer. A Government which provides funds for work of this nature, will certainly take decisions based on the results. What will follow will be, new plans, demands here, discriminations there.

You will appreciate why I talk of deep concern. The passages from the declaration by the Government, to which I have just referred, are the first steps on a not very long road, at the end of which will be found planning. There is, no turning back. The plans must be right and that is why new areas must continually be brought within the sphere of planning . . . . .

Let us put up a challenge at the outset . . . : we are opposed to any attempt at taking this path and we say, clearly, "No", to the ideas contained in the Government's statement.

Against this, there was another passage in the same Government statement which we read with pleasure. In this connection, the water which has been dripping has evidently worn away the stone as the Federal Government has announced its intention to introduce some relief in taxation connected with taxes which are not concerned with the output of a business.

Quite apart from the fact that it is only a declaration of intent, the relief is tied to an increase in V.A.T. on 1.1.1978. It will not come into force for two years, which is too late.

Our textile enterprises need this relief immediately. Taxes unrelated to outturn threaten the existence of our concerns. It is for that reason we brought them in to the discussion early on.

Que doit-il donc se passer ?

- a) Les taux de l'impôt sur la fortune doivent être ramenés à 0,5 % pour les sociétés de personnes et à 0,7 % pour les sociétés de capitaux.
- b) Les droits de succession pour les biens industriels doivent être réduits.
- c) En vue de rationaliser les travaux administratifs, il faut supprimer la procédure spéciale de la valeur globale intrinsèque en ce qui concerne les impôts sur la fortune et la remplacer par les valeurs inscrites au bilan fiscal.

Le cas échéant, il faudra s'accommoder de certains désavantages possibles pour certaines entreprises.

- d) La taxe sur le total des salaires payés, qui se transforme en une taxe destructrice d'emplois, doit être supprimée.
- e) En outre, les possibilités d'amortissement pour les bâtiments doivent être améliorées.
- f) Les règlements concernant les amortissements doivent être remplacés par de vastes dispositions cadres calquées sur les modèles étrangers, ceci en vue d'encourager les investissements et de rendre superflus des explications minutieuses lors de vérifications à l'extérieur.

Monsieur le Secrétaire d'Etat Rohwedder admettra qu'il s'agit là de revendications raisonnables et limitées.

Le refus contenu dans la déclaration gouvernementale concernant ces facilités d'amortissement nous a profondément déçu. On ne peut cependant nier le rapport qui existe entre les possibilités d'amortissement et le renouvellement de l'appareil de production. En outre, des allègements de ce type ne constituent jamais qu'un délai supplémentaire pour le paiement de l'impôt.

Evidemment, nous sommes conscients du fait que les possibilités de dégrèvements sont très limitées.

Cependant si l'on veut renforcer la volonté de produire et encourager les investissements, il faut sensiblement déserrer la vis des impôts. De plus, la formule moderne de "symétrie sociale de la politique fiscale" ne doit pas entraver des mesures raisonnables.

Abordons maintenant les politiques sociale et économique qui sont liées et ne peuvent être considérées tout à fait séparément. Elles ont toutes deux des actions réciproques.

Vous savez que l'Association Fédérale des Organisations des Employeurs Allemands a, en octobre dernier, arrêté les principes d'une politique continue des revenus.

Le monde des affaires n'a pas unanimement approuvé ces considérations, elles ont aussi été critiquées et repoussées; ce qui est aisément compréhensible vu le domaine nouveau et tellement complexe que nous abordons ici. Il est toutefois un point au sujet duquel l'économie est unanime, à savoir que régler législativement la formation du patrimoine serait la pire solution.

Le choc qu'a provoqué, en son temps, le plan dit "Plan Arendt-Maihofer" et la grande importance politique que l'on continue à attacher à la question de la formation du patrimoine, ont finalement donné l'impulsion décisive pour les considérations de l'Organisation des Employeurs Allemands (BDA).

What should happen ?

- a) The rates of tax on wealth must be brought back to 0.5 % for partnerships and to 0.7 % for limited companies.
- b) Death duties on industrial assets must be reduced.
- c) With a view to rationalising the administrative work, the special procedure of the unit value should be abolished and replaced by the tax value of the balance sheet.

If needs be, some enterprises will have to put up with certain possible disadvantages.

- d) The tax on the total salaries paid, which becomes a job destroying tax, must be abolished.
- e) Furthermore, conditions for allowances for depreciation on buildings must be improved.
- f) The rules covering depreciation must be replaced by arrangements based on the foreign models, so as to encourage investments and to make it unnecessary to go into minute explanations during outside inspections.

The Secretary of State, Herr Rohwedder will admit that these are reasonable and limited claims.

The Government's refusal, in its statement, concerning these facilities for depreciation, has deeply disappointed us. It cannot be denied, however, that there is a relation between depreciation and the renewing of the means of production. Furthermore, relief of this sort is never more than an extra delay for the payment of tax.

Obviously, we are aware that the opportunities for tax reductions are very limited.

However, if one wants to encourage the will to produce and to invest, the screw of taxation must be loosened. Furthermore, the modern idea of the "social symmetry of fiscal policy" must not be allowed to obstruct reasonable measures.

Let us now turn to social and economic policies which are linked and cannot be considered entirely separately. They are interactive.

You know that last October the Federal German Association of Employers Organisations drew up principles for allating incomes policy.

These were not only favourably received but were also criticised and rejected. This is readily understandable in the context of the new and most complicated field we are entering here. On one point, however, management is unanimous, and that is that the worst solution would be to attempt to regulate by legislation, the patrimonial structure.

The shock created, at the time, by the plan, known as the "Arendt Maihofer Plan", together with the great political importance still being attached to the question of patrimonial structure, finally gave the decisive impulse to the German Employers Organisation to make known their thoughts.

Il s'agissait donc de voir quel visage futur il serait possible de donner à la politique du patrimoine, sous la propre responsabilité des partenaires sociaux et conformément aux principes confirmés de notre ordre économique et social libéral.

En principe, l'industrie textile allemande, après examen détaillé au sein du cercle des employeurs et au sein du comité directeur, approuve l'orientation définie par le B.D.A.

Je dois néanmoins ajouter que du point de vue de notre industrie, dont la structure est dans une large mesure celle d'exploitations moyennes, cela pose une série de problèmes sérieux qui demandent une solution. Cet ensemble de problèmes ne pourra évidemment pas être réglé du jour au lendemain. Nous devons consacrer énormément de temps à ce programme de longue haleine.

Quelques mots à présent au sujet de la politique tarifaire. Nous devons noter avec consternation qu'entretemps la politique salariale a visiblement pris à nouveau une autre orientation. Il faut pourtant reconnaître que les accords tarifaires de l'année dernière, moins élevés que ceux des années précédentes, n'ont pas eu la moindre conséquence défavorable pour le travailleur.

Le taux de majoration de vie chère — Dieu soit loué, régressif ! — a même permis une amélioration du salaire réel de 3 %. Ainsi, non seulement la devise de la politique salariale pour 1976, "salaire réel garanti", a été appliquée, mais on est même parvenu à une augmentation en valeur réelle des salaires.

D'autre part, il faut noter que non seulement les employeurs, mais aussi la Bundesbank et le Conseil des Experts sont entièrement d'accord pour reconnaître qu'une certaine retenue dans la politique salariale peut encourager les investissements et contribuer à réduire le chômage.

Dans ce contexte, les revendications salariales pour une augmentation de 9 à 10 % dans l'industrie métallurgique ont fait l'effet d'un coup de timbale. Et ce que l'O.T.V. (Syndicat des services publics et des Transports) avait déjà annoncé auparavant va même encore au-delà. Il n'y a donc aucun doute que cette nouvelle escalade des revendications nous promet une année 1977 difficile en ce qui concerne la politique salariale.

Je ne tiens pas à discuter du sujet peu réjouissant que constitue la réorganisation de l'assurance invalidité-vieillesse, dont on ne parlait pas il y a peu et qui est brusquement venu à l'ordre du jour.

Je dois cependant constater que le relèvement du salaire limite d'assujettissement servant au calcul de la cotisation à l'assurance maladie et des taux de cotisation — selon les prévisions des Caisses : de 1,2 à 1,5 % — implique pour l'industrie textile une charge correspondant à une augmentation des traitements et salaires pris ensemble de 1,5 %.

Nous voudrions cependant retracer brièvement l'avance de l'avalanche des charges sociales de l'entreprise qui nous cause tant de souci. En 1975, nos entreprises devaient, en plus des salaires et traitements, consacrer 22,4 % aux dépenses sociales, y compris le maintien du paiement du salaire.

Les charges sociales de l'industrie textile allemande comptent depuis longtemps parmi les plus élevées du monde; actuellement, elles sont pratiquement 1/3 plus élevées qu'aux U.S.A. Et, si l'on considère tous les pays qui se trouvent en concurrence avec les entreprises textiles allemandes, et que l'on prend une moyenne pondérée (conformément à leur part du commerce extérieur), une heure de travail leur coûte 24 % de moins qu'à nous.

It had to be seen, therefore, what kind of look could be given to the structure of patrimony within the responsibility of the social partners and in accordance with the accepted principles of our economic and liberal social order.

In principle, the German textile industry, after detailed study by the employers and by the management committee, has approved the thinking on the part of the German Employers Organisation.

Nevertheless, I must add that serious problems arise for our industry, which is made up, for the most part, of medium sized undertakings. These problems need to be solved. All these problems cannot, obviously, be solved overnight. We shall have to devote a great deal of time to this long and exacting programme.

A few words about tariff policy. We must take note that in the meantime, the policy for salaries has again taken a new turn. It must be admitted that the agreements on tariffs last year, not as high as those for previous years, have not had the slightest adverse consequences for the workers.

The rate of increase in the cost of living, thankfully falling, has even allowed for an improvement in real wages of 3 %. Therefore, not only, has the salaries policy slogan, "real wages guaranteed", been upheld but there has even been an increase in wages in real terms.

On the other hand, not only the employers but also the Bundesbank and the Council of Experts are in entire agreement in recognising that some restraint in regard to wages policy could encourage investments and help towards a reduction in unemployment.

In this context, the claims for wage increases of 9%- 10% in the metal industry had the effect of a drum beat. The Public Services and Transport Union had earlier announced a claim which went even further. There is no doubt therefore, that this new escalation of claims gives us the prospect of a hard year in 1977, in relation to wages policy.

I do not really want to talk about a not very cheerful subject, namely, sickness-old age insurance, about which one heard nothing not long ago and which has now suddenly appeared on the agenda.

I must point out, however, that the raising of the wages limit used in calculating the contributions for sickness benefits and the rates for contributions, — as has been announced from 1,2 % to 1,5 %, — means, so far as the textile industry is concerned, a charge equivalent to an increase in salaries and wages, taken together, of 1.5 %.

We would like, however, to recapitulate, briefly, the movement of the avalanche of social charges, borne by enterprises, and which cause us such worries. In 1975, our enterprises, in addition to salaries and wages, had to provide 22.4 % for social services, including maintaining wages payments.

The German textile industry's social charges have, for a long time, been amongst the highest in the world; in fact, they are virtually 1/3 more than those in the USA. If one takes all the countries competing with German textile enterprises and a balanced average (according to their share of foreign trade), one hour of work costs them 24 % less than with us.

Depuis 1971 déjà, l'industrie textile voit ses bénéfices s'atrophier continuellement. Les moyens d'investissement manquent de plus en plus. Cela ne peut durer. Il faut limiter et stabiliser les coûts. Et si l'on évoque en outre — ou bien si l'on évoque précisément — la politique sociale, alors on pense aussi à nos emplois mis en péril.

J'aimerais souligner avec une intense satisfaction qu'au cours des trois dernières années, la formation professionnelle a pris une large expansion dans notre industrie. Toutefois, nous ne voulons pas seulement former ces jeunes gens, nous désirons aussi leur procurer des emplois sûrs.

Au cours de la discussion légale portant sur les ententes, il a été reconnu qu'à ce jour, on avait attaché trop peu d'importance au danger que constitue une trop grande puissance de la demande sur le marché. C'est la raison pour laquelle la question de savoir comment faire efficacement face à un exercice abusif du pouvoir de la demande, se trouvera au centre de la discussion lors de la révision prochaine de la loi sur les ententes.

Comme ce phénomène se manifeste aussi dans le domaine du textile, c'est avec joie que nous accueillons ces efforts visant à créer une arme efficace pour le combattre.

Nous sommes pleinement conscients des nombreux problèmes qu'implique une telle réglementation légale à laquelle, nous l'espérons, on pourra parvenir. En fin de compte, une concurrence juste doit prendre en considération l'intérêt de tous les secteurs du textile.

La créativité de goût dont ils font preuve constitue pour de larges secteurs de l'industrie textile allemande une condition décisive à leur succès face à la concurrence. Cette créativité doit être protégée des imitations non autorisées. C'est la raison pour laquelle nous avons fait appel au Ministère Fédéral compétent afin qu'il remédie de façon efficace à la situation actuelle : les motifs coûteux et à la mode mis au point par nos entreprises sont copiés en Extrême Orient et ensuite réimportés en République Fédérale, souvent dans des tissus de qualité moindre.

Cette demande n'a pas été faite en vain. Les résultats sont là ou bien se dessinent. Je profite avec plaisir de l'occasion présente pour remercier le Ministère Fédéral des Affaires Economiques de ses efforts pour que soient conclus des accords sur la protection des modèles entre la République Fédérale et Hong-Kong, la Corée du Sud et la Malaisie.

A l'avenir, la recherche jouera aussi dans notre industrie un rôle toujours plus grand.

Nous avons mis sur pied un système de recherche collective qui fonctionne de façon admirable et donne d'excellents résultats. 20 millions de D.M. sont actuellement consacrés à la recherche et ils proviennent en grande partie de fonds publics.

Par une vaste prestation de services, la recherche textile offre son soutien aux entreprises de l'industrie textile pour qu'elles maintiennent et accroissent leur capacité de rendement et leur compétitivité.

On recommande fortement aux entreprises d'exploiter pleinement les possibilités offertes par ce service. Dans ce contexte, je voudrais plus particulièrement attirer l'attention sur le service de consultation de l'institut de recherche, qui aide les entreprises à transposer sur un plan pratique les résultats des recherches.

Already since 1971, the textile industry has seen its profits shrinking uninterruptedly. Funds for depreciation are becoming less and less. It cannot go on like this. Costs must be restricted and stabilised. Again, if one considers, in addition, — or one considers precisely, the social policy, then, one thinks as well about our jobs being in peril.

I would like to stress with intense satisfaction that staff training has expanded considerably in the industry during the last three years. We do not want only to train these young people, we want also to provide them with safe employment.

During the course of the legal discussion relating to agreements (understandings) it was appreciated that until now, too little importance had been attached to the danger arising from too much power from demands being made on the market. This is why the question of how to meet, effectively, an abusive exercise of the power of demand, will figure at the centre of the next review of the law relating to agreements.

As this sort of thing is showing up in the field of textiles, we are pleased to note the efforts being made to create an effective arm to fight it.

We are fully aware of the many problems which would arise from such legal rules, which, we hope will materialise. In the end, fairness must mean the taking into consideration of the interests of all sectors in textiles.

Creativity in taste, proof of which they provide, on the part of large sectors of the German textile industry, contributes decisively to their success in the face of competition. This creativity must be protected against unauthorised imitations. Because of this, we called on the Federal Ministry concerned to remedy effectively, the present state of affairs, which permits copying by the Far East of expensive and fashionable designs, perfected by our enterprises, and which are then re-imported into the Federal Republic, often in a lower quality.

This request was not in vain. The results are there or are taking shape. I am pleased to take this opportunity of thanking The Federal Economic Affairs Ministry for their efforts towards concluding agreements for the protection of models, between the Federal Republic and Hong Kong, South Korea and Malaysia.

In the future, research shall also play an ever-increasing role in our industry.

We set in motion a collective research system which functions admirably and gives excellent results. DM 20m are at present devoted to research the bulk of which sum comes from public funds.

Through an immense servicing system, textile research offers its support to enterprises in the industry in order that they may maintain and increase their yield capacity and their competitiveness.

Enterprises are strongly advised to exploit to the full the possibilities offered by this service. In this context, I would draw attention more particularly to the consultation service of the research institute which helps enterprises to put into practice the results of research.

Dans ce contexte, il me semble qu'il est grand temps de dire un mot du système d'information et de documentation textile, le système TITUS.

Une documentation globale concernant le textile est rassemblée dans le monde entier dans le cadre d'une coopération internationale. Toute entreprise peut obtenir toute publication qui l'intéresse dans ce domaine auprès du Bureau Central de l' Association des Ingénieurs Allemands (VDI) à Düsseldorf.

L'ordinateur central du TITUS traduit automatiquement ses informations en allemand, anglais, français et espagnol. Aucun travail de traduction n'est donc à charge des entreprises.

En outre, le BMFT (Bundesministerium für Forschung und Technologie) prévoit que le noyau du futur "système d'information pour les biens de consommation" sera élaboré par TITUS. C'est la raison pour laquelle il reçoit l'aide financière du Ministère.

Nous espérons que cette aide ne sera pas interrompue afin que le "système d'information pour les biens de consommation" puisse se développer.

Sans l'aide des Fonds publics, la recherche textile et le système de documentation et d'information textile TITUS ne pourraient se poursuivre. D'autant plus que l'on invite constamment l' Industrie Textile à renforcer encore sa propre contribution financière à ces dépenses communes. A cet égard, je me dois de faire appel avec force aux entreprises. Là où ce n'est pas encore le cas, il faudrait avant tout obtenir l'affiliation des entreprises particulières à un institut de recherche.

En général, nous ne demandons pas au Gouvernement Fédéral une augmentation des fonds consacrés à la recherche, mais nous lui demandons un meilleur équilibre entre l'aide accordée à l'industrie des exploitations moyennes et celle accordée à la grande industrie. Si le Gouvernement Fédéral veut renforcer l'industrie des moyennes entreprises, il doit, dans le domaine de la recherche, faire usage de l'institution de la recherche commune.

C'est la raison pour laquelle nous demandons qu'une aide renforcée — qui proviendrait du budget du Ministère Fédéral des Affaires Economiques — soit octroyée au groupe de travail des associations de recherche industrielles (A.I.F.).

Le budget de l' A.I.F. doit être augmenté des 5 millions de D.M. manquants chaque année. Il devrait être possible de soustraire ces 5 millions de D.M. des aides énormes qui sont accordées à la grande industrie, sans que cette dernière s'en ressente le moins du monde.

Certaines grandes entreprises reçoivent de l' Etat environ 100 millions de D.M. par an, et même plus, pour la recherche.

Nous avons toujours apprécié le soutien que nous prêtait le Ministère Fédéral des Affaires Economiques et nous l'en remercions. Nous savons que le Ministère des Affaires Economiques a aussi les mains liées en ce qui concerne les crédits à la recherche. Nous lui demandons néanmoins de redoubler d'efforts pour obtenir ces 5 millions de D.M., même si c'est auprès du Ministre de la Recherche et de la Technologie.

In this connection, I think it is high time for me to say a word about the information and documentation system, the TITUS system.

A comprehensive documentation on textiles throughout the entire world has been collected together within the framework of international co-operation. Any enterprise can get any publication which is of interest to it in this field, from the central office of the Association of German Engineers in Dusseldorf, (VDI), in Dusseldorf.

The TITUS central computer translates automatically in German, English, French and Spanish. Therefore, enterprises have no expenses in connection with translating.

Furthermore, the BMFT, — the Federal Ministry for Research and Technology —, visualises that the core of the future "consumer goods information system" will be developed by TITUS. For this reason, it receives financial aid from the Ministry.

We hope this aid will not be interrupted so that the "Consumer goods information system" may be developed.

Without help from public funds, textile research and the information and documentation system for textiles, TITUS, could not be carried on. This is the more so, as the textile industry is constantly being asked to increase its own financial contribution to these common expenses. In this connection, I must appeal strongly to enterprises. Where it is not yet the case, individual enterprises should affiliate to a research institute.

Generally speaking, we are not asking the Federal Government for funds for research, but, we do ask it for a better balance between the aid granted to medium sized concerns and that given to the large concerns. If the Federal Government's wish is to strengthen the medium sized concerns, it must make use, in the field of research, of the joint research institutes.

That is why we are asking for additional aid, — to be provided from the budget of the Federal Ministry of Economic Affairs —, to be available to the working group of the Industrial Research Associations, (AIF).

The budget deficit of the A.I.F. must be supplemented by DM5m each year. It should be possible to withdraw these DM5m from the enormous aid given to the large concerns, without the latter suffering any ill effects.

Some of the large enterprises receive from the State about DM100m a year for research.

We have always appreciated the support received from the Federal Ministry of Economic Affairs and we thank them for it. We know that the Ministry of Economic Affairs also have their hands tied in the matter of research credits. Nevertheless, we ask the Minister of Economic Affairs for a greater effort to secure the DM5m, even if it must be provided by the Research and Technology Minister.

Si j'aborde maintenant le sujet de la politique des importations et des exportations, ainsi que la question de l'intégration européenne, je suppose que vous accepterez, cher Monsieur Somberg, que j'expose aussi à certaines instances, selon notre point de vue, les répercussions qu'elles ont sur l'industrie de l'habillement. En fin de compte, votre sort est aussi le nôtre.

Nous sommes intéressés par le maintien de votre branche en R.F.A., mais nous aimerions aussi savoir comment vous envisagez l'avenir d'une industrie textile compétitive dans notre pays.

Les dispositions de base, fixées par notre Gouvernement Fédéral pour la politique économique extérieure, concernent nos deux industries. Comme de par le passé, une série d'événements exceptionnels ont non seulement retardé le concept initial d'intégration dans la C.E., mais l'ont même faussé.

C'étaient là des visions qui ont un jour enflammé les esprits des gouvernements. Union économique et monétaire, lutte commune contre l'inflation et le chômage, élimination de cours des changes variables dans le commerce intérieur de la C.E. Qu'est-il advenu de tout cela ?

Des degrés d'inflation différents et des situations extrêmes des balances des paiements provoquent de fréquentes modifications des termes des échanges à l'intérieur et en dehors du serpent monétaire. Rien que l'année dernière, il y a eu cumulation de la nouvelle réévaluation du D.M., du déplacement de la valeur du D.M. à l'intérieur du serpent, de quelques dévaluations, de "Bardepots" (dépôts au comptant) pour les importations, de taxes additionnelles pour le commerce des devises, fixations des prix à l'importation et autres pratiques similaires. Pour parler franchement, une véritable caricature.

Les entreprises ont dû procéder à de rapides adaptations de leurs transactions, tout en supportant des charges complémentaires. Pour les industries allemandes du Textile et de l'Habillement qui essaient de conquérir des marchés d'exportation, il y avait des risques particulièrement élevés en cas de bénéfices insuffisants.

Il ne me sera pas non plus épargné de dire un mot des subventions accordées par certains gouvernements de la C.E., à leurs industries du textile et de l'habillement.

En 1971, il y avait eu le fameux document Spinelli qui fixait des limites très strictes à la politique de subventions de la C.E. Mais, si nous examinons la pratique d'autorisation de ces derniers temps, d'importants programmes d'aides sectoriaux ont finalement été néanmoins tolérés par la Commission. La nouvelle demande faite actuellement par le gouvernement hollandais pour une aide financière à accorder aux industries du coton, de la rayonne et du lin est tout bonnement scandaleuse.

Où cela va-t-il nous mener, si cet exemple fait école ?

Tout ce que nous demandons, c'est que le Gouvernement Fédéral exige à Bruxelles que l'on se conforme fidèlement aux dispositions du document Spinelli. Gesamttextil a adressé une demande en ce sens à la Commission Européenne, c'est-à-dire qu'il a fait opposition à la demande hollandaise.

A cet égard, il est encore une fois souligné que les structures fiscales différentes dans les divers pays membres de la C.E. causent de graves distorsions de concurrence.

If I now bring up the policy in regard to imports and exports, as well as the question of European integration, I assume, Mr. Somberg, that you would be in agreement to my also mentioning certain cases, in our opinion, of repercussions on the clothing industry. After all, we are both in the same boat.

We are interested in maintaining your branch in the GFR but we would also like to know how you view the future of a competitive textile industry in our country.

The basic principles laid down by our Federal Government foreign economic policy, affects our two industries. During the past, a series of exceptional events not only set back the original concept of integration within the E.C., but even upset it.

There were visions which once set alight the minds of governments. Economic Monetary Union, a united front against inflation and unemployment, the elimination of variable exchange rates for the internal trade in the E.C.. What happened to all this ?

Different rates of inflation and extreme balance of payments situations resulted in frequent changes in the terms of exchange inside and outside the monetary snake. Last year alone, we witnessed a series of events : a new revaluation of the DM; a move in the value of the DM within the snake; some devaluations; cash deposits for imports; additional taxes on currency dealings; price fixing for imports and other similar practices. Speaking frankly, a true caricature.

Enterprise has had to adapt itself to increased costs. For the German textile and clothing industries who are trying to win export markets, there have been particularly high risks where profits have been too low.

No more can I avoid saying a word about subsidies, given by certain governments in the EC, to their textile and clothing industries.

In 1971, there was the famous Spinelli document in which was laid down strict limits to the EC policy on subsidies. However, if we study what happened in practice, in recent times, it will be seen that big sectoral aid programmes have, nevertheless, been tolerated, finally, by the Commission. The new demand now being made by the Netherlands Government for financial aid to be given to the cotton, rayon and flax industries, is nothing less than scandalous.

Where will it all end if this example sets the fashion ?

All that we ask is that the Federal Government insists, in Brussels, that the provisions of the Spinelli document be faithfully adhered to. Gesamttextil has made request, in those terms to the European Commission, that is to say that we oppose the Dutch demand.

In this context, it must again be made clear that the different fiscal set ups in the various member countries of the EC are the cause of serious distortions of competition.



Quels sont les cas concrets de distorsions de concurrence dans le commerce intra-communautaire, ou dans le commerce avec un pays associé, qui se manifestent avec acuité ?

Il y a, d'une part, le cas des panties italiens et, d'autre part, celui des fils de coton turcs.

Dans le cas des panties italiens, les producteurs locaux se voient accorder des avantages qu'il nous est impossible de compenser, même en prenant de notre côté les mesures les plus hardies.

Il s'agit d'une combinaison d'allègements fiscaux et d'allègements portant sur les versements au titre de la sécurité sociale, et également de prix avantageux en ce qui concerne des demi-produits et des livraisons provenant d'entreprises d'Etat italiennes. En outre, certaines mesures, qui peuvent difficilement être interprétées quantitativement, jouent aussi un rôle important.

Le Ministère Fédéral des Affaires Economiques a, lors d'entretiens avec le Gouvernement Italien, tenté tout ce qui était en son pouvoir en vue d'atténuer les répercussions de cette évolution particulière sur nos entreprises, hélas sans grand succès ! La Commission elle-même a tout à fait échoué.

Il reste donc un important problème du marché intérieur qui, à ce jour, n'est pas résolu.

L'autre cas sérieux de distorsion de concurrence est celui de la Turquie qui a conclu un accord d'association avec la C.E. En Turquie, l'Etat verse pour les exportations de fils de coton de véritables subsides ou aides atteignant jusqu'à 25 %; ce fait n'est d'ailleurs pas contesté par la Turquie.

Une telle situation n'existe évidemment pas en République Fédérale. Mais, nos entreprises voient leur existence menacée par ces aides accordées par l'Etat en Turquie.

Il y a plus d'un an que l'on discute et que l'on lutte en vue de parvenir à une solution raisonnable de ce conflit. Jusqu'à présent, nous ne sommes parvenus ni à amener la Turquie à ne pas influencer la concurrence, ni, de notre côté, à introduire les mesures compensatoires nécessaires au rétablissement d'une concurrence libre de toute pression.

Et si l'on continue à hésiter, la même situation se présentera bientôt pour le commerce des tissus et produits finis de coton avec la Turquie.

Il faut prendre des mesures à cet égard. Les traités d'association prévoient des clauses de sauvegarde qui peuvent et doivent être appliquées lorsque l'autre pays a recours à des pratiques déloyales, pour quelque raison que ce soit.

Notre industrie ne peut, avec la meilleure volonté du monde, dans l'intérêt de la situation sur le marché du travail, supporter des sacrifices unilatéraux à l'intégration, pour des motifs politiques; en outre, de tels sacrifices n'auraient aucun sens au point de vue de l'économie nationale.

Il n'est pas nécessaire que je vous dise l'importance qu'a pour nous le renouvellement de l'Accord Multifibres. En décembre, à Genève, on a pour la première fois dressé l'inventaire des conséquences du présent Accord Multifibres notées à ce jour.

What are the concrete cases of distortion of competition in inter-Community trade or in trade with associated countries and which are glaring examples ?

There is, on the one hand, the case of Italian panties on the other, that of Turkish cotton yarns.

In the case of the Italian panties, the local producers are given advantages which we can, in no way, match, even by our taking the boldest measures.

It is a question of a combination of tax reliefs and reliefs bearing on social security payments as well as price advantage relating to semi made up products and to deliveries from Italian State enterprises. In addition, certain measures, difficult to interpret quantitatively, also play an important role.

During their meetings with the Italian Government, the Federal Economic Affairs Ministry, tried everything in their power to bring about some mitigation of the repercussions of this particular development on our enterprises, but, alas, without any great success. The Commission itself failed completely.

There is, therefore, a big problem for the internal market which, so far, remains unresolved.

The other serious case of distortion of competition is that of Turkey which has reached an association agreement with the EC. In Turkey, the State actually subsidises cotton yarn exports, to the tune of 25 % in aid; this fact is not denied by Turkey.

Such a thing does not exist in the Federal Republic. Our enterprises see their existence threatened, however, by this form of aid given by the State in Turkey.

For more than a year one has been talking and fighting to try to reach a reasonable solution to this dispute. So far, we have not been able, either to persuade Turkey not to intervene in trade, or, on our side, to bring in compensating measures needed to re-establish competition free from all influences.

If one continues to hesitate, we shall be faced with the same situation in fabrics and finished article in cotton, in trade with Turkey.

Steps must be taken. The treaties of association provide safeguard clauses which can, and must, be applied when the other country resorts to unfair practices, for whatever reason.

Our industry cannot, with the best will in the world, and in the interest of the labour market situation, suffer one sided sacrifices to integration, for political reasons; furthermore, such sacrifices make no sense from the point of view of the national economy.

I do not need to tell you of the importance, for us, of the renewal of the Multi-fibre Agreement. In December in Geneva it was possible, for the first time, to draw up a balance sheet of the results, to date of the present Multi-fibre Agreement.



Au cours des dernières années, on a constaté dans la C.E. :

- 1) un recul de la consommation en habillement,
- 2) un recul de la production des produits textiles et de l'habillement,
- 3) une diminution du nombre d'emplois : 430.000 emplois en moins en 3 ans, et,
- 4) temporairement, un recul accru des exportations.

Par contre, les pays en voie de développement ont, en moyenne, pu augmenter leurs importations dans la C.E. de 42 %, contre 1 % seulement aux U.S.A. et alors qu'au Japon 3/4 seulement des contingents de base étaient atteints.

Ces chiffres en disent long, d'autant plus qu'ils concernent aussi certains articles pour lesquels les importations dépassent de loin 50 % de la production nationale.

On peut aussi exprimer cette situation d'une autre façon : les Etats-Unis, avec un pouvoir d'achat et des dépenses pour la consommation textile beaucoup plus élevés, importent la moitié du volume importé par la C.E., et le Japon n'en importe que 16 %.

Les sacrifices consentis de notre côté ont donc entraîné un déplacement des courants internationaux d'échanges en faveur des pays en voie de développement, et ce alors qu'une profonde récession règne chez nous. Ces chiffres démontrent que les accusations des pays en voie de développement, selon lesquelles l'Europe fait trop peu pour les aider, sont totalement injustifiées.

D'autre part, il faut constater que les possibilités de sauvegarde que l'ancien Accord Multifibres devait offrir en cas de perturbations ou de menaces de perturbations du marché, n'ont pas été d'une grande aide au cours de la récession.

Au début de l'entrée en vigueur de l'A.M.F., en République Fédérale, nous avons dû partir de taux d'importation beaucoup plus élevés que, par exemple, en France et en Italie. Autrement dit, notre contribution aux importations en provenance des pays en voie de développement était déjà plus élevée que celle des autres partenaires de la C.E. bien avant.

Nous sommes évidemment conscients du fait que, sans l'Accord Multifibre, le développement des importations et les perturbations du marché auraient évolué encore plus rapidement et avec des répercussions encore plus graves, notamment sur l'emploi et sur les fermetures d'entreprises dans l'industrie textile et de l'habillement.

Toutefois, si les importations perturbatrices évoluent de la même façon que ces deux dernières années, il faudra s'attendre à ce qu'elles aient de graves conséquences à l'avenir. Et, lorsque le Gouvernement Fédéral prendra des décisions concernant la tolérance d'accroissement des importations — quelle que soit leur provenance — il ne devra en aucune façon favoriser une telle situation.

Comment l'avenir de l'A.M.F. doit-il se profiler ? Cette décision doit être prise cette année. Quelles sont les lacunes, quelles réformes s'avèrent nécessaires ? Avant la conclusion du présent A.M.F., en 1973, nous avons exigé que soient envisagées des mesures préventives dans l'éventualité d'une récession. De telles mesures étaient prévues dans l'ancien accord sur le coton, mais cette clause ne figure pas dans l'A.M.F.

Il est facile aux Américains de dire : "Nous voulons un renouvellement tel quel, sans modifications". Si la C.E. avait

During the last years, one has noticed, in the EC :

- 1) a falling off in consumption in clothing,
- 2) a falling off in the production of textile and clothing products,
- 3) a decrease in the number of jobs; 430,000 fewer jobs in 3 years, and
- 4) temporarily, a growing decline in exports.

Against this, the developing countries, generally speaking, have been able to increase their imports into the EC by 42 %, compared with 1 % into the USA and as for Japan, only 3/4 of their basic quotas were filled.

These figures speak volumes, the more so since they also cover certain articles for which imports exceed, by far, 50 % of national production.

It can also be expressed another way; the USA, with a purchasing power and spending on textile consumption very much higher, imports half the volume imported by the EC. Japan only imports 16 %.

The sacrifices made by us have therefore, resulted in a shift in the current of international trade in favour of the developing countries, and this while we are experiencing a deep depression. These figures prove that the accusations by the developing countries, to the effect that Europe is doing too little to help them, are totally unjustified.

And again, it is evident that not much help was forthcoming, during the recession, from the safeguard possibilities which should have been offered by the old MFA, in the case of disturbance, or threats of disturbance to the market.

When the MFA came into force, in the Federal Republic, we had to start with much higher import duties than, for example, in France and in Italy. In other words, our contribution towards imports from developing countries was already much higher than that of the other partners in the EC.

We are well aware that obviously, without the MFA, development in imports and in market disturbances would have taken place more rapidly, and with even more serious repercussions on closures of enterprises and loss of jobs in the textile and clothing industries.

However, if the disturbances from imports develop along the same lines as in the last two years, one must expect serious consequences to result. When the Federal Government takes decisions in connection with the level of growth of imports, — from whatever origin —, they should in no way acquiesce with such a situation.

What sort of look should be the future of the MFA ? The decision must be taken this year. What are the gaps, what changes appear to be necessary ? Before the conclusion of the present MFA, in 1973, we had insisted that measures should be taken to provide against the eventuality of a recession. Such measures were provided for in the old Cotton Agreement, but that clause does not appear in the MFA.

It is easy for the Americans to say, "We want a renewal, as it stands, without change". Had the EC an import policy, as

poursuivi une politique d'importation aussi compacte, déterminée et uniforme que celle des U.S.A., il serait aussi possible à l'Europe d'adopter une attitude aussi résolue.

Il y a deux mois, à Bruxelles, mon collègue américain m'a déclaré : "la C.E. n'a pas appris à interpréter correctement les traités. Voyez, par exemple, le cas de la Thaïlande qui voulait importer de très grandes quantités de marchandises aux U.S.A. Nous avons dû faire comprendre à ce pays que, suite à la demande de fermeture de notre base militaire, nous allions réagir en conséquence au point de vue de la politique commerciale". Dans de telles circonstances, il est facile d'exiger un renouvellement tel quel.

Notre tâche aujourd'hui n'est pas de chercher des formules pour le renouvellement de l' A.M.F. Le Ministère Fédéral des Affaires Economiques et Gesamttextil ont déjà bien peiné pour trouver des solutions. Je désire seulement aborder quelques points.

1.

Il faut avant tout différencier les divers pays en voie de développement. La Corée du Sud, Taiwan, Hong-Kong et le Brésil ne sont plus des pays en voie de développement du point de vue textile. Ils possèdent les installations industrielles les plus modernes et ils paient les salaires les plus bas du monde. En outre, leur niveau social est misérable.

Heureusement, cette opinion a rencontré la compréhension de certains milieux gouvernementaux et, grâce à l'opiniâtreté du Ministère Fédéral des Affaires Economiques, il a été possible de parvenir à un compromis dans l'affaire des préférences tarifaires pour Hong-Kong.

Il faut toutefois mentionner qu'il existe dans la coalition gouvernementale et dans l'opposition de nombreuses forces qui ne tiennent pas encore compte de ces faits économiques.

L'industrie allemande du textile et de l'habillement est résolument en faveur d'une réduction importante des possibilités d'importation de ces soi-disants pays en voie de développement, et d'un accroissement des possibilités offertes aux pays en voie de développement réellement pauvres.

2.

Une série de modifications plus techniques de l' Accord seront également nécessaires, qui prendront en considération les lacunes du Traité ou la corrélation insuffisante de certains articles du Traité que l'expérience nous a permis de constater.

3.

En outre : le recours normal contre le dumping et les subsides doit être maintenu.

4.

Il faut également pouvoir discuter des prix lors des consultations.

Dans ce contexte international, je ne tiens pas à parler en faveur d'un système linéaire de vérification des prix, mais, à l'avenir, il faudra aussi prévoir, dans certaines circonstances, une possibilité de consultation sur la situation des prix.

compact, determined and uniform as that of the USA, it could also adopt an equally resolute attitude.

Two months ago, in Brussels, my American colleague said to me, "The EC has not understood how to interpret, correctly, treaties. Take for example, Thailand, who wished to import into the USA large quantities of goods. We had to explain to that country that, as a result of the demand that we should close down our military base, we would have to react through our commercial policy". In those circumstances, it is easier to insist on a renewal of things as they stand.

Today, we are not asked to find a formula for the renewal of the MFA. The Federal Ministry of Economic Affairs and Gesamttextil have already laboured long to find solutions. I should like to mention but a few points.

1.

We must differentiate between the various developing countries. South Korea, Taiwan, Hong Kong and Brazil are no longer developing countries, so far as textiles are concerned. They have the most modern industrial installations and they pay the lowest wages in the world. Furthermore, their level of social standards is miserable.

Fortunately, this has been understood in some government circles and, thanks to the stubbornness on the part of the Federal Economics Affairs Ministry, a compromise has been possible on the question of tariff preferences for Hong Kong.

It should be noted, however, that in the Government coalition and in the Opposition there are many who are still unaware of these economic facts.

The German textile and clothing industry is resolutely in favour of cutting back rigorously the opportunities to import by these, so-called, developing countries and, of improving the opportunities for the really poor developing countries.

2.

A number of more technical changes in the Agreement will also be necessary, and which will take into account the gaps in the treaty where experience has enabled us to take note of an insufficient correlation between certain articles in the treaty.

3.

Furthermore, normal recourse against dumping and subsidies must be maintained.

4.

The opportunity must be offered to discuss prices during the discussions.

In this international context, I do not feel inclined to speak in favour of a linear check on prices, but, in future, in certain circumstances, provision must be made for the opportunity for consultation on the price situation.

5.

A cet égard, je dois vous parler brièvement d'une politique commerciale textile intégrée. Cela n'a pas beaucoup de sens et on ne peut demander aux entreprises textiles de la C.E. de limiter en pourcentage l'accroissement des importations perturbatrices d'un certain produit textile en provenance, par exemple, du Brésil, si la Commission des C.E. ne parvient pas en même temps à appliquer une solution analogue à de semblables importations à vil prix ou subsidiées, en provenance d'un pays tiers ou d'un pays associé.

Cette question vaut la peine que l'on s'y attache.

A. Nous sommes donc clairement en faveur d'un renouvellement de l' A.M.F., mais à condition qu'y soient apportées des modifications suffisantes.

B. En cas de distorsion du marché, il doit être possible de prendre des mesures de sauvegarde plus efficaces et plus rapides.

Nous estimons également que la position de la C.E. dans les négociations n'est pas aussi faible que le prétendent de nombreux pays en voie de développement. Par rapport aux autres nations industrialisées, les données concernant l'importation montrent clairement que nous sommes le plus gros client de ces pays et, d'expérience, nous savons que le fournisseur est disposé à parvenir à un accord raisonnable avec son plus gros client en vue de garantir les opérations futures.

J'en viens à la Conférence Mondiale du G.A.T.T.

Nous soutenons les efforts de la C.E. en vue d'une harmonisation des droits de douane tout simplement parce que les droits de douane textiles des autres pays industrialisés et également des pays en voie de développement sont beaucoup plus élevés que ceux de la C.E.

C. Lorsqu'en été 1977, on se sera mis d'accord sur l'abaissement des droits de douane, alors, le Gouvernement et l'industrie pourront aussi voir quelle pourra être la part prise par le secteur textile. Jusqu'alors l' A.M.F. doit être prorogé.

En même temps, à Genève, on cherche de nouvelles directives applicables en cas de subsides et de dumping et réglementant l'application de taxes de compensation. Cette question revêt une importance primordiale. J'aimerais citer quelques cas pratiques :

- Différend avec les U.S.A. concernant la T.V.A.,
- Livraisons subventionnées de fils de coton turcs,
- Subventions à l'exportation et politique des doubles prix de la Corée,
- Aides à l'exportation du Brésil,
- Subventions à l'exportation en Thaïlande pour l'exportation de tissus bruts,
- et encore beaucoup d'autres cas.

Les pays en voie de développement simplifient terriblement la situation en leur faveur. Ils disent : " Nous avons le droit de subventionner nos exportations et de pratiquer du dumping, et les pays industrialisés ne peuvent introduire aucune contre-mesure ".

La position adoptée par les Etats-Unis se trouve tout à fait à l'opposé. Ils disent : " Dès que des subventions sont versées, il est automatiquement permis des prendre des mesures défensives, quels que soient les risques ". Il s'agit donc là de deux positions extrêmes !

5.

In this connection, I must speak briefly on the question of an integrated textile trading policy. It does not make much sense and, one cannot ask the textile enterprises of the EC to operate percentage limits of growth of imports, of a disturbing nature, of a certain textile product from, for example, Brazil, if the EC Commission is, at the same time, unable to apply a similar solution to the same kind of imports, low priced or subsidised, from a third country or an associated country.

This is a question to which we must give our attention.

A. We are therefore, clearly in favour of a renewal of the MFA, but on condition that sufficient changes are agreed to.

B. In a case of market disturbance, it must be made possible for more effective and more rapid safeguard measures to be taken.

We are also of the opinion that the negotiating position of the EC is not as weak as many of the developing countries make out. Compared with other industrial nations, figures for imports show clearly that we are those countries' largest customers and, from experience, we know that a supplier is ready to make a reasonable arrangement with his best customer, with a view to guaranteeing future business.

I now come to the GATT World Conference.

We back the efforts of the EC for a harmonisation of customs duties, for the simple reason that the textile customs duties of the other industrialised countries and also of the developing countries are much higher than those of the EC.

C. When, by the summer of 1977, agreement will have been reached on the lowering, of customs duties, then, Government and industry will also judge what will be the position so far as the textile sector is concerned. Until then the MFA must be prorogued.

At the same time, in Geneva, new directives are being worked out in relation to subsidies and dumping and to rules governing compensatory taxes. This question is of the first importance. I should like to mention some practical cases :

- Differences with the USA about V.A.T.,
- Subsidised deliveries of Turkish cotton yarns,
- Export subsidies and the double pricing policy of Korea,
- Brazilian aids to export,
- Thai export subsidies for raw fabrics,
- and many other cases.

The developing countries over simplify the case in their favour. They say, " We have the right to subsidise our exports and to indulge in dumping, and the industrialised countries are unable to take counter measures ".

The USA take up the completely opposite position. They say, " Once subsidies have been given, defensive measures are automatically allowed, whatever the risks ". You have there two completely opposite positions !

L'industrie allemande du textile et de l'habillement estime que, conformément au droit actuel du GATT, les principes simples en vigueur à ce jour doivent continuer à être d'application.

Entre partenaires commerciaux normaux, il n'y a pas de subventions à l'exportation.

Au cas où des pays, invoquant à juste titre leur situation de pays en voie de développement, accorderaient des subventions à l'exportation, le droit de prendre des mesures défensives doit être maintenu lorsque ces subventions provoquent des perturbations sur les marchés acheteurs.

Toutefois, ce droit ne doit pas seulement être octroyé de jure, il doit également être appliqué ! Il ne faut pas, en invoquant l'aide au développement ou des circonstances politiques, exposer unilatéralement certaines branches de l'industrie aux dommages provoqués par une concurrence subventionnée ou pratiquant le dumping, sans leur assurer une juste protection.

Maintenant, en ce qui concerne le commerce avec les pays de l'Est : nous voulons uniquement éviter que les pays à commerce d'Etat ne nous submergent d'offres à bas prix, impossibles dans une économie de marché. Le maintien du contingentement et la procédure de vérification devraient permettre d'éviter une telle situation.

Nous avons également essayé d'obtenir des débouchés dans ces pays pour nos exportations de tissus et de produits finis. A cette fin, des efforts ont été faits au plan commercial, des expositions ont eu lieu et le Gouvernement Fédéral nous a accordé son appui pour la politique commerciale. Nous avons obtenu certains résultats partiels.

Et nous venons d'apprendre, avec stupéfaction, en décembre 1976, que le Gouvernement Fédéral avait décidé de poursuivre dans une certaine mesure la politique pratiquée depuis 1974 en ce qui concerne l'accroissement autonome d'importations en provenance de pays à commerce d'Etat. Cela a donc eu lieu sans que les pays à commerce d'Etat concèdent par contrat des possibilités d'exportation vers leurs pays de nos produits semi-finis et finis.

L'augmentation relativement importante permise pour les importations en provenance de la République Populaire de Chine, a été particulièrement critiquée, car ce pays ne nous achète absolument aucun produit textile. Notre marché textile du travail devra supporter les lourdes conséquences de cet accroissement.

En ce qui concerne la procédure de vérification des prix, nous avons été heureux de noter les améliorations survenues ces derniers mois. Néanmoins, nous ne sommes pas plus satisfaits qu'auparavant de la procédure actuelle. En fin de compte, nous avons besoin d'une procédure de prix seuils.

Trois pays à commerce d'Etat, à savoir la Roumanie, la Pologne et la Hongrie, ont signé l'A.M.F. en tant que base juridique pour des traités bilatéraux concernant des engagements ayant trait aux importations d'une part, mais cette signature implique aussi des concessions égales en faveur de nos exportations d'autre part. A titre de test, un traité avec la Roumanie vient d'être paraphé, il doit encore être ratifié.

Nous ne pouvons donner notre accord en ce qui concerne ce traité. Il contient, il est vrai, même s'ils ne sont pas entièrement satisfaisants, des règlements concernant des importations dans notre pays et, dans une certaine mesure, concernant

The German textile and clothing industry considers that, in accordance with present GATT rules, the main principles in operation today must continue to be applicable.

Among normal trading partners there are no export subsidies.

Should countries, claiming to be developing countries, grant export subsidies, the right to take defensive measures must be invoked when such subsidies cause disturbance in the buyers' markets.

However, such a right must not only be granted 'de jure' but must be acted upon ! By invoking aid for development or for political reasons, certain branches of industry should not be exposed to suffering from subsidised competition or from dumping, without their having adequate protection available.

And now, as to trade with the Eastern countries; we simply want to avoid being swamped with low priced offers from those countries, prices which are impossible in a market economy. The maintaining of the system of quotas and checking should provide for such a situation being avoided.

We, for our part, have been trying to secure outlets in those countries, for our fabrics and finished products. With this end in view, efforts have been made at commercial level, exhibitions have taken place and the Federal Government have given their blessing to the commercial policy. We have had some partial results.

We have just learned with stupefaction, that in December 1976, the Federal Government had decided to follow, to a certain extent, the policy carried out since 1974 in regard to autonomous growth of imports from the State trading countries. This happened without the State trading countries having, by contrast, to concede any possibility of exporting our semi-finished and finished products to their countries.

The relatively big increase allowed in imports from the Chinese Republic, has been especially criticised, as that country buys absolutely no textile product from us. Our textile labour market will have to bear the serious consequences of this growth.

Regarding the price checking procedure, we have been pleased with the improvements which have taken place in recent months. However, we are still no more satisfied, than before, with the present system. What we need, in fact, is a system based on threshold prices.

Three State trading countries, namely, Roumania, Poland and Hungary, signed the MFA, as a basis, on the one hand, for arranging bilateral agreements in connection with imports, but, this signing of the agreement implies, on the other hand, equal concessions in favour of our exports. By way of a test, a treaty with Roumania has just been initialled and has still to be ratified.

We are unable to agree with the terms of this treaty. It is true that it includes provisions, even though they are not entirely satisfactory, governing imports into our country and, to some extent, the question of price checks. But, makes no mention

la question de la vérification des prix. Mais, le traité ne contient aucun engagement concernant nos intérêts dans le domaine des exportations.

Il existe seulement une déclaration unilatérale de la Communauté dans laquelle elle dit espérer et attendre un assouplissement de la politique d'importation de la Roumanie qui était jusqu'à présent très restrictive. Il n'y a pas de lettre réponse ni de confirmation du côté roumain.

A cet égard, la C.E. a laissé passer une chance. Nous croyons savoir que l'administration allemande partage notre avis, et nous répétons notre question : "Que peut-on faire pour remédier à ce défaut manifeste de contrat ?". Il faut aussi éviter que d'autres contrats défectueux soient conclus avec d'autres pays à commerce d'Etat.

Encore un mot sur ce que l'on entend par écart Nord-Sud ou problématique de Nairobi. Tout comme vous, Monsieur le Secrétaire d'Etat, qui vous occupez de ce problème, et de par mes fonctions au sein du comité consultatif "Commerce extérieur" du Ministère Fédéral des Affaires Economiques, je sais quels soucis ces problèmes causent à l'économie allemande et, de ce fait, à vous-même, M. le Secrétaire d'Etat.

Dans le domaine textile, des consultations concrètes ont lieu concernant le jute et les fibres dures. Des conférences sur le coton sont imminentes. Ces trois matières premières sont comprises dans les 18 propositions concernant les matières premières des pays en voie de développement qui, selon ces pays, doivent être réglementées de façon dirigiste au moyen de stocks tampons.

En fin de compte, M. le Secrétaire d'Etat, (dans votre Ministère), la réflexion a toujours abouti à un accord entre vos fonctionnaires, nos branches et le commerce des matières premières. Le résultat des réflexions de toutes les parties concernées a été le maintien du libre jeu des forces en présence sur ces marchés des matières premières, dans l'intérêt du producteur comme du consommateur. Nous sommes tous, il me semble, d'accord sur le but à poursuivre : à savoir qu'il faut retarder la question d'un fonds intégré des matières premières que nous devons refuser.

De nombreux pays producteurs de matières premières ont, au cours des dernières années, dû rendre plus difficile l'exportation des matières premières produites chez eux afin de laisser de façon monopolistique à leurs propres industries leurs propres matières premières.

A cette fin, on subventionnait tout simplement les exportations de produits finis et semi-finis vers les pays industrialisés.

Nous avons connu ce cas pour le coton et le sisal. On a également modifié, au désavantage de l'acheteur, des contrats déjà conclus.

Il faudra mentionner ce point dans le cadre de la Conférence du GATT.

Pour conclure, je résumerai les principales revendications et les principaux souhaits de l'industrie textile allemande :

Quelles que soient les circonstances, la République Fédérale devra continuer à l'avenir de chercher la solution à ses problèmes dans le cadre de l'économie de marché. Des analyses et prévisions par branches, avec toutes sortes d'interventions possibles de la part de l'Etat, constitueraient une dangereuse erreur.

of an undertaking concerning our interests in the field of exports.

There is only mention of a one sided statement by the Community to the effect that it hopes and expects an easing of Roumania's import policy, which, until now, has been very restrictive. There has been no reply or acknowledgement from the Roumanian side.

This has been a missed opportunity on the part of the EC. We are under the impression that the German administration shares our views, and we must again ask the question, "What can be done to remedy such obvious defaulting on a contract ?". Such contracts, filled with loopholes, must be avoided, so far as other State trading countries are concerned.

A word about what we mean by the North South gap, or the Nairobi questionmark. As well as you, Secretary of State, who have to deal with this question, I, due to my functions within the consultative committee of 'Foreign Trade' at the Federal Ministry of Economic Affairs, know what kind of problems these are for the German economy and, thereby, for you, Secretary of State.

In the textiles field, concrete consultations took place on jute and hard fibres. Meetings are imminent on cotton. These three raw materials were included in 18 proposals on raw materials, put forward by the developing countries and which, according to those countries, must be controlled by the mechanism of buffer stocks.

In the final analysis, Secretary of State, in your Ministry, due consideration on the part of your officials, our branches and the raw materials trade, has always resulted in agreement. The upshot of the combined thinking of all concerned has resulted in the free play of all the factors influencing the raw materials markets, in the interests of producers and consumers alike. I feel that we are all agreed on the objective to be followed namely, we must put off any question of an integrated fund for raw materials, and which we must turn down.

Many raw material producer countries, have during the last years, made it more difficult to export raw materials produced by them, in order to give their own industries a monopoly of their own raw materials.

To this end, they quite simply subsidised the export of finished and semi-finished products to industrialised countries.

We know this is the case in cotton and in sisal. Furthermore, contracts already made have been changed to buyers' disadvantage.

This point must be raised during the GATT conference.

To conclude, I shall sum up the main claims and hopes of the German textile industry.

Whatever the circumstances, the Federal Government must continue, in the future, to look for solutions to its problems within the framework of a market economy. Analyses and forecasts by branches, together with every kind of intervention by the State, would constitute a grave mistake.

Le chemin qui nous ramènera à une croissance suffisante et au plein emploi doit passer par la promotion des investissements et l'encouragement de la consommation.

Afin d'atteindre ce but, il faut que, d'une part, des allègements fiscaux soient accordés aux entreprises et, d'autre part, les entreprises et les consommateurs ne doivent pas se voir imposer des charges sociales additionnelles.

Le pauvre niveau de rendement de l'industrie textile est connu — aussi des syndicats. Si, lors de ses revendications salariales, il ne prend pas cette situation en considération, il met en jeu la compétitivité sur le plan international, et de ce fait met aussi l'emploi en jeu.

Afin que ses efforts donnent des fruits, l'industrie textile doit être protégée des importations anormales qui représentent environ 1/4 des importations textiles globales et atteignent ainsi le nerf vital de la production textile.

Il est temps que l'on mette fin aux abus en matière de subventions dans la Communauté Européenne. Nous ne pouvons pas non plus accepter que des parties de l'industrie textile soient sacrifiées aux intérêts de la grande politique, par exemple en ce qui concerne l'Italie et la Turquie.

S'il doit y avoir une expansion du commerce avec les pays de l'Est, que ce ne soit pas uniquement dans l'intérêt des pays à commerce d'Etat. Celui qui veut livrer plus de textiles à la République Fédérale doit aussi acheter plus chez nous. Je suis conscient du fait qu'une telle réciprocité n'est normalement pas d'usage dans le commerce international. Mais il faut dire que les échanges avec les pays à commerce d'Etat ne constituent pas non plus un commerce normal.

Les industries de la République Fédérale doivent pouvoir calculer à l'avance l'évolution des importations textiles en provenance des pays en voie de développement.

C'est pourquoi l'accord mondial sur les textiles doit être maintenu en se basant sur la maxime : prolonger, améliorer substantiellement et appliquer intelligemment. Les taux de progression des importations doivent diminuer.

En outre, il faut veiller à ce que le traitement préférentiel accordé aux importations textiles profite à ceux qui ont réellement besoin d'aide, à savoir les véritables pays en voie de développement, et non pas aux pays qui, en ce qui concerne le secteur textile, sont hautement industrialisés, tels par exemple Hong-Kong, Taiwan, la Corée du Sud ou le Brésil.

Pour ce qui est de la politique internationale concernant les matières premières, le but à poursuivre lors des négociations doit être le suivant : éviter le dirigisme, maintenir les mécanismes du marché.

La promotion de la recherche par le secteur public devrait être plus fortement orientée vers les besoins des moyennes entreprises.

La prochaine loi complémentaire sur les ententes devrait fournir une arme efficace contre l'emploi abusif de la puissance de la demande.

Je vous remercie pour la patience et pour l'intérêt amical dont vous avez fait preuve !

The way to a return to sufficient growth and to full employment must be as a result of promoting of investments and encouraging consumption.

To achieve such aims, we must have, on the one hand, fiscal relief for businesses and, on the other hand, businesses and consumers must not have to shoulder fresh social charges.

The low level of return by the textile industry is known, and also by the Union. If the latter does not take this situation into consideration, it will put at risk competitiveness at international level and, as a result, it will also put employment at risk.

In order that its efforts may yield fruit, the textile industry must have protection from abnormal imports, which account for about 1/4 of all textile imports, and thereby hit at the nerve centre of the production of textiles.

It is time that a stop was put on abuses in the matter of subsidies within the European Community. Neither can we agree to parts of the textile industry being sacrificed to the interests of high politics, for example, in regard to Italy and to Turkey.

If there must be an increase in trade with the Eastern countries, it must not be solely for the benefit of the State trading countries. Whoever wants to deliver more textiles to the Federal Republic, must also buy more from us. I am aware that such reciprocity is not normal practice in international trade. It must also be said, however, that trade with State trading countries is in no way normal.

The textile industries of the Federal Republic must be able to estimate, in advance, the development of textile imports from the developing countries.

This is why the world agreement on textiles must be kept in being, on the basis of : extend, improve substantially and enforce intelligently. The rate of increase in imports must be reduced.

Furthermore, care must be taken to ensure that the preferential treatment granted for textile imports benefit those who are really in need of help, namely the truly developing countries, and not those countries which, as regards the textile sector, are highly industrialised, such as, Hong Kong, Taiwan, South Korea or Brazil.

As regards international policy, in the matter of raw materials, the objective in the negotiations must be : avoid controls, uphold the machinery of the market.

Research by the public sector should be directed more towards the needs of medium sized enterprises.

The next expanded law on agreements should include effective provision against the abuse of the power of demands.

I thank you for the patience and friendly interest you have shown.

**DISCOURS**

prononcé par le Secrétaire d'Etat,

le Dr. Rohwedder,

à l'occasion de l'Assemblée Générale Annuelle

du " Gesamtverband der Textilindustrie "

(Association Générale de l'Industrie Textile)

en République Fédérale d'Allemagne

le 18 janvier 1977 à Bonn

**SPEECH**

by the Secretary of State

Dr. Rohwedder

at the Annual General Meeting of

the " Gesamtverband der Textilindustrie "

(Textile Industry Association)

in the Federal Republic of Germany

held in Bonn on 18th January, 1977





Le principal problème économique est actuellement la situation insatisfaisante de l'emploi. Son amélioration constitue le but prioritaire que s'est assigné le Gouvernement Fédéral.

La condition primordiale pour le rétablissement du plein emploi est une croissance économique suffisante allant de pair avec une stabilité encore accrue.

Je partage entièrement le point de vue du Président de l'industrie textile allemande, M. Hardt, que ce n'est pas en injectant des capitaux çà et là pour relancer l'économie que l'on y parviendra. Une telle politique n'aurait aucun effet durable et risquerait de provoquer des poussées inflationnistes. Il est toutefois une leçon que nous avons tirée ensemble du passé : sans stabilité, il n'est pas possible d'améliorer la situation de l'emploi de façon décisive et durable.

La seule façon de réaliser la croissance indispensable pour résoudre le problème de l'emploi est de renforcer les investissements privés. A cet égard, on pense évidemment en premier lieu — et c'est ce que nous faisons — aux investissements destinés à accroître les capacités de production. Mais — comme l'a démontré l'action concertée qui a eu lieu à Bonn la semaine dernière — il n'y a entre gens raisonnables et censés aucune différence d'opinion fondamentale en ce qui concerne les investissements de rationalisation; dans ce domaine, simplement, l'on est plus ou moins clair, plus ou moins confus, selon le côté de la table où l'on est assis. Les investissements de rationalisation peuvent avoir des effets extrêmement positifs sur l'emploi : d'une part dans les industries de biens d'investissement où l'on crée des emplois, d'autre part lorsque des entreprises prenant des mesures de rationalisation sont à même de préserver des emplois qui auraient sinon été supprimés.

Dans sa déclaration gouvernementale, le Gouvernement fédéral allemand a indiqué clairement quelles sont les mesures que les pouvoirs publics prendront pour améliorer la situation — c'est là le programme que nous tous, ou moi du moins en tant que fonctionnaire, devons respecter au cours des quatre prochaines années —.

En ce qui concerne la politique financière, la consolidation à moyen terme des budgets publics doit continuer. Il faut toutefois tenir compte de la conjoncture et de l'expansion économique, c'est-à-dire que l'ampleur des mesures de consolidation dépend des perspectives conjoncturelles et, pour 1977, ces perspectives sont telles qu'il faudra aider les entreprises à se développer.

Le gouvernement se préoccupe de l'expansion économique et élabore actuellement un programme d'investissements publics à long terme qui, au cours des prochaines années, devra contribuer à améliorer la demande intérieure en investissements et concourir ainsi à réduire efficacement le chômage.

At the moment, the main economic problem is the unsatisfactory employment situation, the improvement of which is the Federal Government's most urgent aim.

The essential conditions for a return to full employment are sufficient economic growth coupled with further increased stability.

I agree entirely with the view of the President of the German Textile industry, Mr. Hardt, that this will not be achieved by injecting capital, here and there, to revive the economy. Such a policy would have no lasting effect, and would risk provoking inflationary pressures. We have learned from the past, however, that, without stability, it is not possible to improve the employment situation in a decisive and lasting way.

The only way to bring about the growth, vital to the solution of the employment problem, is to increase private investment. In this connection, one thinks first of all, — and this is what we are doing —, of investment aimed at increasing productive capacity. But, — as was shown by the common approach in Bonn last week —, between reasonable and sensible people, there is no fundamental difference of opinion about investment concerning rationalisation; simply, in this field, one is more or less clear, more or less confused, depending on which side one is on. Rationalisation investment can have very definite effects on employment; on the one hand, in industries benefiting from investments which create jobs, on the other, in enterprises who rationalise and who are able to keep jobs which otherwise might have been lost.

The German Federal Government, in its statement of policy, stated quite clearly what steps would be taken by public authorities in order to improve the situation, — that is the programme which all of us, or at any rate I, as a public servant, must carry out during the next four years —.

So far as financial policy is concerned, the short term consolidation of public budgets must continue. Account must be taken, however, of business trends and economic expansion, in other words, the size and extent of consolidation measures depend upon the business outlook and, for 1977, the prospects are such that enterprises will have to be helped to develop.

The Government is concerned about economic expansion and is, at the moment, working out a programme for long term public investment which, over the coming years, should help to improve internal investment demand and at the same time result in an effective fall in unemployment.

Quelques mots au sujet de la politique fiscale : on n'a pas encore dévoilé les détails de ce programme. Je ne le ferai donc pas non plus ici. On n'en est pas encore si loin. Nous y travaillons et j'espère que ce sera là un bon programme et avant tout un programme efficace.

Dans le cadre de l'amélioration des conditions générales à moyen terme, le gouvernement fédéral prévoit également des allègements fiscaux en vue d'encourager les investissements.

Vous avez, à juste titre, parlé de l'impôt sur la fortune. Vous avez mentionné la réduction des impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux et vous avez ajouté, ce dont je vous suis reconnaissant, que tous les allègements fiscaux qui avaient été annoncés, sont — pour des raisons budgétaires — subordonnés à une majoration de la TVA en 1978.

Il serait intéressant d'examiner brièvement ce qui est le plus avantageux pour l'économie : ce que nous avons annoncé dans le domaine de l'impôt sur la fortune, ou ce que M. le Président Hardt a demandé, à savoir les facilités d'amortissement, étant donné le rapport qui existe entre le renouvellement de l'appareil de production et les règles d'amortissement. Mais, si vous partez du principe que l'on ne peut pas avoir les deux à la fois, chaque chef d'entreprise doit réfléchir avec soin à ce qu'il veut.

Vous avez dit : on ne parle pas de facilités d'amortissement dans la déclaration gouvernementale. On a évidemment discuté lors des entretiens de la coalition de la question de savoir s'il faut s'occuper de l'impôt sur la fortune ou des amortissements.

On n'a jamais envisagé les deux à la fois et certains chefs d'entreprise, je dirais la majorité d'entre eux, ont voté pour l'allègement des impôts globaux et contre des facilités d'amortissement. D'autres voient les choses sous un jour différent. La déclaration gouvernementale propose un choix entre ces deux solutions mais rejette toute idée de cumul.

Les décisions en matière de répartition des richesses devront cette année être arrêtées en fonction du but primordial que constitue la lutte contre le chômage, comme le réclame le Ministère de l'Economie depuis longtemps.

En effet, si l'on veut que les investissements augmentent, il faut que les profits et les perspectives de profits s'améliorent. En outre, l'évolution des salaires n'est pas seulement importante du point de vue du facteur "coûts", mais également du point de vue des perspectives de ventes. Il s'agit donc de maintenir un équilibre entre des "coûts trop élevés" et "une demande insuffisante".

Je crois, M. Hardt, que lors de l'échange de vues approfondi que nous avons eu ce matin, il n'est pas apparu de grandes divergences d'opinions. Il n'y a toutefois aucun doute — et M. Staratzke m'a encouragé à le dire ici — que nous ne jugeons pas de la même façon le rapport sur les structures prévu par le gouvernement fédéral.

A few words on fiscal policy; details of this programme have not yet been given. Nor shall I divulge them here. We shall not have too long to wait. We are working on it and I hope it will be a good programme and above all an effective one.

Within the framework of the short term improvement in general conditions, the Federal Government is also looking to fiscal relief with a view to encouraging investment.

You have, quite rightly, referred to the wealth tax. You have mentioned the tax reliefs on industrial and business profits and you added, for which I am grateful, that the fiscal reliefs which have been announced, are, — for budgetary reasons —, affected by an increase in V.A.T. in 1978.

It is worth considering, briefly, the relative advantages to the economy of, what we have announced concerning the wealth tax, and what Mr. Hardt has asked for, namely, help in connection with amortisation, given the relationship between the renewal of the means of production and the rules governing amortisation. If, however, you work on the principle of your not being able to have both at the same time, it is up to each industrialist to think carefully about what he wants.

You have said, that there was no mention in the Governmental announcement of help towards amortisation. Obviously, during the coalition meetings, we discussed the question of whether we should consider a wealth tax or amortisation.

We never considered the two together and certain amongst the heads of enterprises, I would say the majority of them, voted for relief on overall taxes and against help in connection with amortisation. Others see things in a different light. The Government proposes a choice between the two solutions but rejects any idea of a combination of the two.

The decisions in regard to the re-distribution of wealth are to be passed by decree, this year, as part of the essential aim of the fight against unemployment, as has been stated for a long time, by the Economics Minister.

In effect, if investment is to increase, profits and the prospects for profits must improve. Furthermore, the evolution of wages is important not only from the point of view of "costs", but equally from the point of view of sales prospects. It is a question, therefore, of striking a balance between "costs too high" and "demand too low".

I believe, Mr. Hardt, that during our thorough exchange of views, this morning, we had no serious differences of opinion. There seems no doubt, however, — and Mr. Staratzke persuaded me to say so, here, — we do not take the same view over the report on the structures provided by the Federal Government.

On ne peut absolument pas dire qu'en introduisant ce rapport sur les structures, nous voulions modifier l'orientation de la politique structurelle en permettant à l'Etat d'intervenir directement dans le processus d'évolution structurelle.

Au contraire, la déclaration gouvernementale souligne clairement et sans aucune ambiguïté que l'orientation des structures doit avant tout se faire par les "forces du marché" et les conditions "cadre" fixées par l'Etat.

Il y a longtemps — en tout cas depuis l'adoption en 1969 par le gouvernement Kiesinger des principes de la politique structurelle — que, dans les milieux politiques, on ne conteste pas que cette orientation par le biais des forces du marché doive être appuyée par une politique structurelle publique, c'est-à-dire par un engagement de l'Etat.

Vu la nécessité accrue d'adapter les structures qui s'est manifestée ces dernières années, d'autres tâches incombent encore à la politique structurelle. Une telle politique nécessite avant tout des informations suffisantes sur l'interaction des processus intersectoriaux d'expansion et de contraction dans le contexte économique global.

C'est la raison pour laquelle nous prévoyons un rapport périodique sur les structures, rapport qui sera préparé par des instituts de recherche économique.

Les enquêtes devront être basées sur des données compatibles avec la comptabilité nationale afin de rendre plus apparent le rapport entre l'évolution de l'économie en général et l'évolution des différents secteurs.

Ceci permettra d'éviter les inconvénients que présentaient les analyses jusqu'à présent effectuées par branche, et qui reposaient sur des données isolées et inconsistantes.

En ce qui concerne le prétendu danger invoqué par vous, M. Hardt, de l'immixtion préjudiciable de telles enquêtes dans le domaine politique, en fait, les instituts, lorsqu'ils reçoivent une demande, effectuent des analyses et des prévisions pour chaque demandeur.

Dans le passé, ils effectuaient ces enquêtes sous leur propre responsabilité et c'est ainsi qu'il en ira encore dans l'avenir.

Le Gouvernement Fédéral n'a pas l'intention de les empêcher et ne pourrait le faire. En fait, l'Etat n'appose pas son sceau. Nous ne nous identifions pas aux résultats des enquêtes scientifiques. Vous pouvez donc être tout à fait rassurés sur ce point. Il y a certainement beaucoup d'autres points plus importants ou plus intéressants que celui-ci qui peuvent prêter à discussion. En outre, afin de s'assurer que le rapport n'aura pas de répercussions indésirables sur les structures, les instituts devraient comparer leurs résultats. Et vous apprécierez certainement ce fait car nous n'êtes pas seulement "éclairés" par le Nord.\*

\*Note explicative : lors de la campagne électorale d'octobre en RFA, on a employé le terme "lumières du Nord" pour désigner les Länder du nord de l'Allemagne qui entendent jouer un rôle prépondérant dans la politique.

It cannot be said that in putting up this report on the structures, we wished to change the direction of structural policy by allowing the State to intervene directly in the process of structural evolution.

On the contrary, the Government statement stresses clearly and without ambiguity that the structures must, above all, result from "market forces" and within the limits fixed by the State.

For a long time, — certainly since the adoption in 1969 by the Kiesinger Government of the principles of structural policy —, in political circles, it has not been denied that this trend influenced by market forces must be supported by a public structural policy, that is to say by an undertaking by the State.

In view of the growing need to adapt structures, which has shown itself in the last years, other tasks fall within structural policy. Such a policy calls for, above all, sufficient information on the interaction between inter-sectoral processes of expansion and contraction in the context of the overall economy.

It is for this reason that we have in mind periodic reports on the structures, such reports being prepared by economic research institutes.

These enquiries should be based on data compatible with the national book-keeping so as to clarify the relationship between the evolution of the economy in general and the evolution of the different sectors.

This will obviate the problems resulting from the analyses being made up to now, by branches, and which relied on scanty and inconsistent data.

As regards the supposed danger, mentioned by you, Mr. Hardt, of the prejudicial interference of such enquiries in the political field, in fact, when they receive a request, the institutes carry out analyses and forecasts for each enquirer.

In the past, they made enquiries on their own responsibility and this will be so in the future.

The Federal Government has no intention of hindering them and could not do so. In effect, the State does not affix its seal. We do not identify ourselves with the results of scientific enquiries. You can be quite reassured on this point. There are definitely many other more important and more interesting points than that one, which could be discussed. Furthermore, in order to ensure that the report will not have undesirable repercussions on the structures, the institutes should compare their results. You, certainly, will appreciate this because you are not only "illuminated" by the North.\*

\*Note : During the Federal German electoral campaign in October, the term "Northern lights" was used to describe Northern Länder of Germany who intend to play a preponderant role in politics.

Je voudrais ajouter quelques mots. Messieurs de l'Industrie, vous ne courez pas le risque ou vous n'avez pas la chance de voir le gouvernement Fédéral rivaliser avec le gouvernement bavarois, par exemple, dans le domaine des interventions destinées à améliorer les structures, ou des interventions dans une situation de crise au détriment de la concurrence, au détriment des entreprises qui, elles, ne se trouvent pas dans une situation de crise.

M. Neundorfer (du Ministère) m'a fait savoir que la lettre, que vous avez envoyée à mon Ministre à ce sujet le 16.12, est demeurée sans réponse. Vous dites à M. Friderichs que vous aimeriez voir, sous la direction du Gouvernement Fédéral, la Fédération et les Länder élaborer un plan clair pour l'ensemble des aides publiques.

Je peux répondre directement à cette lettre. Il n'y aura pas de plan de ce type. Nous n'en voyons absolument pas la nécessité. Nous continuerons comme nous l'avons toujours fait, c'est-à-dire que nous n'interviendrons pas dans ce domaine. Ce qui n'exclut pas le fait que M. Friderichs peut encore vous confirmer cela par lettre.

Intervention de M. Hardt : les Länder le font !

Rohwedder : cela est dû à notre structure fédérale. Dans ce cas, nous ne pouvons rien entreprendre contre le gouvernement bavarois. Nous ne pouvons intervenir. A mon avis, nous pouvons seulement laisser faire, chacun à sa façon. Et tout ce que je puis dire est : nous nous rangeons du côté de l'Economie de marché.

Quelques mots, à présent, concernant l'Europe. M. Hardt a dit, à juste titre, et ceci mérite considération : nous pensons tous ou croyons savoir que le Traité de la CEE est basé sur les principes d'une économie de libre concurrence. Mais, compte tenu de problèmes conjoncturels persistants et de problèmes surtout de structure, la notion d'économie de marché contenue dans ce Traité se voit remise en question. On ne peut pas dire que les principes de base de l'économie de marché soient adoptés unanimement, même si sont nombreux ceux qui reconnaissent ses mérites et si les déclarations d'intention ne manquent pas.

La volonté de laisser au marché seul le soin d'assurer la production et la répartition des biens et des services se manifeste de façons très différentes.

Que voyons-nous ? Une planification indicative et des opérations de paiement et un trafic des devises dirigés, des contrôles sélectifs des crédits, des "Bardepots" (dépôts au comptant) et des taxes sur les changes, un contrat social et un blocage des salaires, des salaires minima, une autonomie tarifaire douteuse, un grand nombre d'entreprises contrôlées par l'Etat, une politique budgétaire et financière interventionniste.

La liste de telles différences semble inépuisable. Chez certains de nos principaux partenaires, la tendance à l'interventionnisme et au dirigisme est encore plus marquée au détriment de ce que nous avons pris l'habitude d'appeler "l'économie de marché". Qui cela étonnerait-il donc que la variante éclairée de l'économie de marché, telle que nous la connaissons,

I should like to add a few words. Gentlemen of the Industry, you do not run the risk and there is no chance of your seeing the Federal Government rivalling the Bavarian Government, for example, in the field of intervention aimed at improving the structure, or intervention in a crisis situation to the detriment of competition, to the detriment of enterprises which, they themselves do not find themselves in a crisis situation.

Mr. Neundorfer from the Ministry advised me that the letter, which you sent about this subject to my Minister, dated 16th December, has remained unanswered. You have told Mr. Friderichs you would like to see, under the direction of Federal Government, the drawing up by the Federation and the Länder of a clear plan for all public aid.

I am able to reply directly to that letter. There will not be any such plan. We see absolutely no need for it. We shall carry on as we have always done, namely that we shall not intervene in this sphere. This does not mean that Mr. Friderichs may not all the same confirm this to you in writing.

Remark by Mr. Hardt : the Länder do so !

Mr. Rohwedder : that is due to our Federal structure. In that case, we can do nothing against the Bavarian Government. We cannot intervene. In my opinion, we can only leave things alone, everyone must do as 'he thinks best. All I can say is : we are on the side of the market economy.

Now, a few words about Europe. Mr. Hardt has said, rightly, and that warrants consideration : we all believe, or think we know that the Treaty of the EEC is based on the principles of a free competitive economy. But, taking into account the persistent problems of business and especially structural problems, the whole idea of a market economy contained in that Treaty can be seen to be in question. It cannot be said that the basic principles of the market economy are unanimously adopted, even if there are many who recognise its merits and if declarations of intent are not lacking.

The will to leave to the market, alone, the task of ensuring production and distribution of goods and services shows itself in very different ways.

What do we see ? Directional planning and controlled payments operations and currency dealings, selective credit controls, cash deposits and taxes on trade, a social contract, a wages freeze, minimum salaries, a doubtful tariff autonomy, a large number of enterprises controlled by the State, interventionist budgetary and financial policy.

The list of such differences seems inexhaustible. With some of our principal partners, the tendency towards interventionism and controls is even more marked to the detriment of what we have become accustomed to calling, "the market economy". Who will be surprised, therefore, that the mercantile nature of the market economy, as we know it, is not apprecia-

n'est pas reconnue unanimement dans la Communauté.

Il s'agit là de conflits fondamentaux et profonds qui, depuis des années, font obstacle à l'intégration et la retardent.

Des tentatives d'harmonisation et de coordination ont évidemment été faites au niveau communautaire — et là est la tâche véritable des fonctionnaires et des hommes politiques. Le Traité le prévoit.

Le Conseil a pris des décisions en ce sens. Malheureusement, dans la plupart des cas, la coordination n'est pas encore obligatoire. Je suis souvent tenté de dire : Dieu merci !

Les Etats membres continuent, comme par le passé, à juger eux-mêmes des décisions économiques à prendre. Le fait qu'ils prennent pour cela les chemins les plus divers est dû à toute une série de raisons. Beaucoup de choses entrent en ligne de compte. Ils conçoivent différemment le rapport entre l'Etat et l'Economie, entre les citoyens et l'Etat, entre les citoyens et l'Economie, entre toutes les parties concernées.

On doit également penser aux conceptions nationales totalement différentes des syndicats et à leurs politiques qui, dès lors, diffèrent aussi tout à fait. En résumé : l'individualisme des Etats n'est pas seulement une question de manque de jugement en ce qui concerne les besoins de l'Europe.

Et lorsque je lis dans les journaux ou entend à la radio et à la télévision que nous devrions affirmer des tendances beaucoup plus européennes, je pense souvent à ces différences naturelles qui jouent cependant aussi en notre faveur.

C'est là l'expression et la conséquence de différences fondamentales dans l'évolution de la société, le développement social et économique des Etats membres, les buts différents, les valeurs différentes de ces Etats, et ce non seulement dans le domaine de la politique économique mais avant tout en ce qui concerne les principes régissant la société et l'ordre public.

Il est naturel que le processus difficile et parfois même douloureux de la fusion des économies nationales en un marché intérieur européen uniforme, ne se soit pas réalisé par de spectaculaires bonds en avant.

Ce processus est lent et long, mais doit continuer à progresser grâce à une politique des "petits pas".

En fait, cette diversité est le seul stimulant de la politique structurelle. Des concours financiers peuvent tout au plus amener un soulagement passager en cas d'extrême urgence. Mais, les déséquilibres structurels profonds ne peuvent être atténués que grâce à des mesures efficaces sur le plan des structures.

Les moyens et instruments financiers déjà disponibles dans la Communauté, par exemple, la Banque Européenne d'Investissements, le Fonds Régional, le Fonds Social, doivent être coordonnés en vue de contribuer à l'édification d'une structure économique équilibrée.

ted unanimously within the Community.

This is a matter of fundamental and deep conflicts which, for years, have been an obstacle to and have delayed integration.

Attempts at harmonisation and co-ordination have obviously been made at Community level, — and there lies the real task of the officials and the politicians. The Treaty provides for this.

The Council has taken the necessary decisions. Unfortunately, in most cases, co-ordination is not yet binding. I am often tempted to say, "Thank God" !

The Member States continue, as in the past, to decide themselves, what economic steps to take. The fact that in doing so they take widely different routes is due to a whole set of reasons. A number of factors come into play. They have different ideas on the relation between State and the Economy, between citizens and the State, between citizens and the Economy, between all parties concerned.

One must also take into account the totally different national conceptions of Unions and their politics which differ entirely. To sum up, — the individualism of States is not only a question of lack of judgement concerning the needs of Europe.

When I read in the newspapers or hear on the radio or the television that we should support much stronger European tendencies, I often think of these natural differences which, however, also work in our favour.

We have there the expression and the result of fundamental differences in the evolution of society, the social and economic development of these States, and it is not only in the field of economic policy but above all as regards the principles governing society and public order.

It is natural that the difficult and sometimes painful process of fusing national economies into a uniform European internal market could not be achieved by spectacular forward bounds.

This process is slow and long, but must continue to progress thanks to a policy of "small steps".

In fact, this diversity is the only stimulant of structural policy. Financial assistance can, at best, afford passing relief in the case of extreme urgency. But, serious structural imbalances can only be diminished as a result of effective measures at structural level.

Financial means and instruments already available in the Community, e.g., the European Investment Bank, the Regional Fund, the Social Fund, should be co-ordinated to contribute to the building of a balanced economic structure.

A cet égard, ce n'est pas tellement le volume des transferts financiers des Etats les mieux placés du point de vue économique vers les moins bien placés qui importe, mais plutôt l'utilisation la plus efficace et la plus justifiable de ces moyens financiers.

Dans le domaine de la politique industrielle également, l'intégration ne peut se faire que progressivement et non pas en appliquant des programmes globaux, tels qu'ils nous sont soumis par Bruxelles.

Bruxelles commet de plus en plus souvent l'erreur de grouper des conceptions et intérêts différents en vue de réunir le plus de fonds possibles, auxquels on pourra ensuite faire appel pour satisfaire le plus discrètement possible les intérêts particuliers des Neufs. Ce n'est évidemment pas une politique.

Dans ce domaine, les situations et conceptions politiques sont trop différentes pour pouvoir arriver à des solutions globales.

Au contraire, il importe, par l'élimination des entraves techniques aux échanges et par la suppression des obstacles dans le domaine fiscal, le domaine social et celui de la concurrence, de créer les conditions pour un véritable marché intérieur servant la coopération au niveau européen.

La suppression des distorsions de la concurrence entre les divers pays membres du Marché Commun doit aussi faire partie intégrante d'une politique industrielle européenne.

De telles distorsions de concurrence sont surtout dues à des interventions de l'Etat.

Ces temps derniers, nous avons plus particulièrement constaté dans certains pays membres une tendance accrue à accorder des aides sectorielles, justement dans le domaine des textiles.

Soyez assurés que nous continuerons à examiner tous projets et mesures d'un oeil particulièrement critique et obligerons la Commission à intervenir lorsqu'il y aura distorsion de concurrence — ce qui est généralement le cas.

C'est aussi l'attitude que nous adopterons en ce qui concerne la révision, qui a lieu actuellement, du plan d'aides accordées à l'industrie textile.

Il est normal qu'il y ait des frictions lorsqu'une industrie, comme l'industrie textile allemande, faisant partie intégrante de l'économie privée, dont les entreprises sont surtout des exploitations moyennes, doit faire face au sein du Marché Commun à la concurrence d'une production, d'entreprises, de sociétés et de groupements, qui sont en grande partie propriété de l'Etat, ou du moins à la concurrence d'une production dont les fournisseurs de matières premières et de machines appartiennent à des empires industriels plus ou moins contrôlés par l'Etat, comme c'est le cas pour l'industrie textile italienne.

In this connection, it is not so much the transfer of funds from States best placed economically to those less well placed which matters, but rather the most effective and the most justifiable use to which these funds are put.

Equally in the field of industrial policy, integration can only be brought about progressively and not by applying overall programmes, such as those put to us by Brussels.

Brussels commits more and more and often the mistake of grouping different ideas and interests, with a view to gathering in the most funds possible, which can then be called upon to satisfy as discreetly as possible the special interests of the Nine. Obviously that is not a policy.

In this sphere, political situations and ideas are too different to allow for overall solutions.

On the contrary, it is necessary, by eliminating technical barriers to trade and by eliminating obstacles in the fiscal field, the social field and that of competition, to create the conditions for a true internal market serving co-operation at European level.

The doing away with distortions in competition between the different members of the Common Market must also form an integral part of European industrial policy.

Such distortions in competition are due, mainly, to State intervention.

Recently, we have noticed more especially in certain member countries a growing tendency to provide sectoral aid, precisely in the field of textiles.

Rest assured that we shall continue to examine, with a particularly critical eye, all projects and measures and shall oblige the Commission to intervene whenever there is distortion of competition, — which is generally the case.

It is also the attitude which we shall adopt in connection with the revision, which is taking place at the moment, of the plans for aid to the textile industry.

It is normal that there should be friction when an industry, like the German textile industry, forming an integral part of the private economy, the enterprises of which are mostly of medium size, must face up, in the Common Market, to competition from the production of enterprises, companies and groups, which are in the main owned by the State, or at least competition from production the suppliers of raw materials and machines of which belong to industrial empires who are more or less controlled by the State, as is the case of the Italian textile industry.

Je vois là un problème général touchant la structure industrielle de la Communauté. Nous nous sommes fortement éloignés du point de départ de 1958, lorsque nous établissions les bases du Traité, et c'est maintenant la confusion. Celui qui n'a pas l'Etat pour partenaire et qui doit opérer sous sa propre responsabilité est certainement handicapé par cette structure de plus en plus confuse.

A mon avis, ce ne sont pas les règles du Traité de Rome régissant les subventions de l'Etat qui permettront de maîtriser ce problème.

Il nous est pratiquement impossible de déterminer la limite entre, d'une part, les avantages qu'il est permis d'accorder dans le domaine de la concurrence, avantages ayant trait aux moyens de production, et, d'autre part, les mesures préférentielles illicites accordées par l'Etat qui est le propriétaire final ou par l'Etat fournisseur de matériel et de machines.

Il est certain qu'en théorie, on peut facilement déterminer cette limite, mais dans la pratique, il est souvent impossible de démontrer qu'elle n'a pas été observée.

Prenons l'exemple de l'Industrie de la Maille. Toutes les tentatives en vue de déposer sur les bureaux de la Commission à Bruxelles des preuves concrètes de mesures préférentielles accordées illicitement ont échoué. A cet égard, le fait que les importations en provenance d'Italie soient depuis peu régressives, est une maigre consolation. Le miracle des "panties" italiens présente cependant encore un autre aspect qui, dans le contexte des problèmes de la concurrence au sein de la Communauté Européenne, ne peut être négligé.

Une grande partie de la production de Castelgoffredo présente une structure artisanale; les membres la plupart du temps d'une même famille s'installent dans des garages et des granges, et travaillent du matin au soir pour produire des articles destinés à des acheteurs de tous genres, hors du circuit traditionnel du marché, et visiblement sans prendre aucunes normes industrielles en considération. Quelles en sont les conséquences sur la scène européenne? A la longue, la seule façon d'atteindre le but principal de l'intégration est de parvenir à une harmonisation des conditions économiques et des conditions régissant l'ordre public. C'est là la seule façon d'éviter que la politique communautaire ne représente, en fin de compte, la somme des insuffisances et contradictions des politiques nationales.

La seule façon d'atteindre le succès est de combler la large faille qui sépare les Etats membres.

En attendant, nous savons que nous en sommes encore très éloignés. La comparaison de la réalité européenne avec les conditions d'un bon fonctionnement du concept initial d'intégration, donne une idée claire de l'importance des difficultés actuelles. Nous sommes néanmoins heureux de constater que les Etats membres, en dépit de tout, ont jusqu'à présent résisté dans une large mesure à la tentative de suppression du marché libre. On continue à estimer — et c'est là un fait d'une importance primordiale — qu'à la longue, le libre échange des marchandises présente des avantages pour tout le monde. C'est aussi la raison pour laquelle personne ne veut s'y attaquer.

I see there a general problem affecting the industrial structure of the Community. We are a long way from the point of departure in 1958, when we were laying down the bases for the Treaty and now there is confusion. Whoever does not have the State as a partner and who must operate on their own responsibility is definitely handicapped by this structure which is more and more confused.

In my opinion, it will not be the rules of the Treaty of Rome regulating the subsidies by the State which will provide the answer to this problem.

It is virtually impossible for us to draw the line between, on the one hand, the benefits which are permitted to be granted in the field of competition, benefits affecting the means of production, and on the other, illicit preferential measures sanctioned by the State which is the ultimate owner or by the State as supplier of materials and machines.

Certainly, it is easy in theory, to draw the line, but in practice it is often impossible to define where the rules have not been observed.

Let us look at the Knitting industry. All efforts failed to put on the table at the Commission in Brussels, concrete proof of preferential measures having been taken illicitly. In this context, the fact that imports from Italy have recently been on the decline, is small consolation. The miracle of Italian "panties", however, provides another aspect, which, in the context of problems of competition within the European Community, cannot be ignored.

A major part of the production at Castelgoffredo is on the basis of an artisan structure; the members, for the most part from the same family, set up in garages and in barns, and work from morning till night to produce articles for all kinds of buyers, outside the traditional markets, and visibly without taking into account normal industrial standards. What are the consequences on the European scene? In the long run, the only way to achieve the main aim of integration is to arrive at the harmonisation of economic conditions and of the conditions governing public order. This is the only way to avoid Community policy representing, in the final analysis, the lacks and the contradictions of national policies.

The only way to succeed is to fill in the gap which separates the member States.

In the meantime, we know that we are a long way off. The comparison between European reality and the conditions for the smooth working of the initial concept of integration, gives a clear idea of the importance of the current difficulties. We are, nevertheless, pleased to note that member States, in spite of everything, have, up to now, largely resisted the attempt to do away with the free market. It is still felt — and this is of prime importance —, that in the long run, free trade in goods offers benefits to everybody. It is also why nobody wants to attack it.

Mesdames et Messieurs, si j'aborde maintenant les questions spécifiques à votre branche, je ne suis pas non plus à même de répondre à la question décisive que M. Hardt vous a posée, à vous, ses collègues : le consommateur va-t-il afficher cette même réserve qu'il a manifestée l'été dernier vis-à-vis des achats de textiles, surtout dans le domaine de la confection de masse, ou bien va-t-il maintenant compléter sa garde-robe ou ses textiles d'ameublement ?

Vous êtes mieux à même d'en juger que moi. Par contre, je peux me permettre de discuter sérieusement de la politique commerciale car cela fait partie des tâches du gouvernement.

A cet égard, j'aurai du mal à vous contredire, M. Hardt. Ce que vous avez dit dans cette partie de votre exposé est également ce que nous ressentons : ce qui doit nous inciter à renforcer notre collaboration future. Nous avons déjà beaucoup fait, de nombreuses tâches nous attendent encore, et il se peut que je puisse seulement souligner certaines choses et non pas faire, ce qui m'aurait plu, vous contredire une bonne fois.

Il se peut aussi que le discours que vous avez prononcé à ce sujet soit le résultat de notre dialogue qui dure depuis des années, et qui n'est certainement pas, comme vous l'avez dit au début de votre discours, amical — il n'est d'ailleurs pas nécessaire qu'il le soit. Nous n'avons pas l'intention de créer ici des liens à vie. Il suffit d'ailleurs que nos entretiens soient visiblement utiles. Et j'en ai déduit de votre discours que tel était le cas. Il s'agit en premier lieu de livraisons en provenance de toute une série de pays en voie de développement et des importations en provenance des pays de l'Est.

A cet égard, le but poursuivi par le Gouvernement Fédéral au cours des dernières années était d'éviter des évolutions saccadées et de freiner un accroissement trop dynamique des exportations en appliquant, dans le cadre de la politique commerciale textile arrêtée par Bruxelles, une politique d'importation qui, bien que fidèle au principe du libre-échange, serait plus prudente.

Telle est la ligne de conduite adoptée, et je peux vous affirmer qu'elle est maintenue.

Il y a quelques années, nous étions un peu plus tolérants vis-à-vis des importations. Lorsque la situation domestique de l'emploi est devenue plus difficile, lorsque la situation de votre branche est devenue plus difficile, nous avons fixé des plafonds.

Je voudrais aujourd'hui que nous nous mettions bien d'accord sur un point : il ne s'agit pas maintenant de trop faire passer au premier plan ces facteurs de limitation. Des bornes sont fixées.

Examinons à présent les relations avec les pays en voie de développement. Vous avez tous entendu parler de la nouvelle discussion entamée ces dernières années par l'industrie et les pays en voie de développement et qui porte le nom de "Dialogue Nord-Sud"; il s'agit tout bonnement d'envisager une nouvelle répartition des biens de cette planète. Les slogans "nouvel ordre économique mondial", "programme intégré des matières premières" illustrent les principales exigences des pays en voie de développement.

Ladies and Gentlemen, although I shall now deal with the questions concerned specifically with your branch, I am not to answer the crucial question posed by Mr. Hardt to you, to you, his colleagues : is the consumer going to show the same reserve as he did last summer towards textile buying, especially in the field of mass production, or will he now stock up his wardrobe or his furnishing fabrics ?

You are better able to judge than I am. Against this, I am able to allow myself to discuss seriously commercial policy as it is part of the task of Government.

In this respect, I would not wish to contradict you, Mr. Hardt. What you said in that part of your expose is also what we feel; this should encourage us to strengthen our future collaboration. We have already done much, many tasks still lie ahead and perhaps I shall be able only to underline certain matters and not, as I would like to have done, contradict you, for once.

It is also possible that the speech you made on this subject, was as a result of our dialogue which has gone on for years, and which is certainly not amicable, as you said at the beginning of your speech,— in any case, there is no reason why it should be. We have no intention here, of creating lifelong ties. It is enough that our talks should be seen to be useful. I gathered from your speech that this was the case. First of all there is the question of deliveries from a whole series of developing countries and of imports from Eastern countries.

With regard to this, the aim of the Government in recent years has been to avoid abrupt movements and to put the brakes on the too rapid growth of exports by applying, within the framework of textile commercial policy laid down by Brussels, an import policy which, although faithful to the principle of free trade, will be more prudent.

This was the line of conduct adopted and I can assure you that it is still followed.

Some years ago, we were rather more tolerant towards imports. When the domestic employment situation became more difficult, when the situation in your branch became more difficult, we fixed ceilings.

Today, I would like us to be in complete agreement on one point; this factor of restrictions should not be pushed too much to the fore. Limits have been fixed.

Let us now consider relations with the developing countries. You have all heard talk of the new discussion started between industry and the developing countries and which goes by the name of "North-South Talks"; it is concerned quite simply with a new distribution of the goods of this world. The slogans, "new world economic order", integrated programme for raw materials" indicate the main demands of the developing countries.



Vous connaissez la position adoptée par le Gouvernement Fédéral dans ce conflit mondial qui s'envenime et se complique; et vous savez que le Gouvernement Fédéral parvient difficilement à faire partager ses vues, même par ses partenaires européens. Il s'agit là d'un domaine très vaste et un examen sérieux et détaillé de ces problèmes nécessiterait un très long exposé; là n'est pas mon rôle. Voyons d'abord la discussion sur les matières premières qui concerne aussi une partie importante des matières premières que vous transformez.

Lors de la 4ème Conférence Mondiale sur le Commerce et le Développement, à Nairobi, une liste de 18 matières premières a été adoptée pour lesquelles, par une procédure en plusieurs étapes s'échelonnant jusque fin 1978, on va examiner et éventuellement adopter des mesures internationales en faveur des pays en voie de développement. Trois matières premières textiles figurent sur cette liste : le coton, le jute et les fibres dures. Les premières réunions préparatoires pour le jute et les fibres dures ont déjà eu lieu en octobre et en décembre de l'année dernière; d'autres réunions sont prévues au cours de cette année en vue d'examiner les possibilités et l'opportunité de prendre des mesures internationales. A Nairobi, le Gouvernement Fédéral a approuvé certains buts ainsi que des mesures éventuelles et la vérification de leur applicabilité à certaines matières premières, car il reconnaît la nécessité pour toute une série de pays en voie de développement d'arriver à une situation suffisamment stable dans le domaine des matières premières.

Sont prévues, par exemple, l'élimination de fluctuations extrêmes des prix des matières premières ou la garantie d'un certain volume des ventes.

Ceci est particulièrement valable pour des pays en voie de développement dont le produit des exportations provient pour la plus grande partie de la vente de matières premières et dont l'évolution globale future, plus particulièrement l'industrialisation — y compris le financement nécessaire des projets de développement —, dépend de façon décisive de la régularité de ce revenu des exportations.

A cet égard, le Gouvernement Fédéral Allemand fait très certainement partie du groupe des interlocuteurs coopératifs.

Dans le cadre communautaire, le gouvernement fédéral a exigé, avec succès, que ce souci justifié des pays en voie de développement soit pris en considération dans la Convention de Lomé grâce au système de stabilisation du produit des exportations pour certaines matières premières, dit système Stabex.

D'autre part, le Gouvernement Fédéral ne peut pas non plus embrasser des revendications extrêmes des pays en voie de développement, qui, dans le cadre du programme dit programme intégré des matières premières, voudraient faire accepter certaines mesures en tant que contribution à la réalisation d'un nouvel ordre économique mondial.

You know the position taken by the Federal Government in this world conflict which is becoming aggravated and complicated; and you know that the Federal Government is finding it difficult to be able to share its views, even with its European partners. This is a very vast field and a serious and detailed study of these problems would entail a very long account; that is not my role. Let us consider first of all, the discussion on raw materials which include also a large part of the raw materials which you process.

During the course of the 4th World Conference on Trade and Development, held in Nairobi, a list of 18 raw materials was adopted for which, by a procedure in several stages stretching up to the end of 1978, a study will be made and eventually international measures adopted in favour of the developing countries. Three textile raw materials figure on that list : cotton, jute and hard fibres. The first preparatory meetings for jute and for hard fibres already took place in October and December last year; further meetings are foreshadowed during this year with a view to studying the possibilities and the advisability of taking international measures. In Nairobi, the Federal Government approved certain objectives as well as eventual measures and the verification of their suitability for certain raw materials, because it recognises the necessity for a whole number of developing countries to reach a point of sufficient stability in respect of raw materials.

What has been suggested, for example, is the eliminating of wide fluctuations in raw material prices or a guaranteed volume of sales.

This is particularly valid for developing countries whose income from exports is derived largely from the sale of raw materials and whose future overall development, more especially industrialisation, — including the necessary financing of development projects, is dependent, in a vital way, on being able to rely on a regular income from these exports.

In this connection, the Federal German Government is certainly among those willing to co-operate.

Within the framework of the Community, the Federal Government, insisted, with success, that this reasonable concern on the part of the developing countries should be considered in the context of the Lomé Convention, in view of the system for the stabilising of the product from the export of certain raw materials, namely the Stabex system.

Against this, the Federal Government, cannot however, go along with the wilder claims by the developing countries, which, within the framework of the so called integrated programme for raw materials, would entail the acceptance of certain measures leading to the setting up of a new world economic order.

Et c'est le cas pour les trois matières premières textiles. Nous n'attendons rien de ce programme intégré. Avec ce fonds commun, ce système de vases communicants, où l'on rassemble des moyens financiers pour ensuite les faire passer d'un vase dans l'autre, on peut dire que les échanges portent sur la laine, le cacao et le cuivre. Nous ne voyons vraiment pas comment cela fonctionnera en pratique. Et, finalement, nous ne croyons pas que les pays en voie de développement pourraient retirer un avantage appréciable et durable de ce système. D'autre part, nous craignons que, du point de vue financier, l'établissement d'un tel système ne soit au-dessus de nos forces.

C'est la raison pour laquelle nous n'en voulons pas, nous nous y opposons et le combattons avec les méthodes et moyens prévus à cette fin par la politique.

Le Gouvernement Fédéral ne peut non plus accéder aux demandes des pays en voie de développement ayant trait à la limitation de la recherche et du développement et aussi des investissements et de la production dans le domaine des fibres synthétiques.

En ce qui concerne les matières premières textiles, les pays en voie de développement demandent aussi, par exemple, la création de fonds de compensation, dont le financement serait international, et qui seraient prévus en cas de surproduction structurelle pour le jute et les fibres dures.

Le Gouvernement Fédéral partage le point de vue de l'industrie et du Commerce selon lequel il est de notre intérêt, mais aussi de l'intérêt à long terme des pays en voie de développement, de veiller à ce que le commerce mondial des matières textiles soit, autant que possible, libre de toutes interventions dirigistes ou motivées par des buts politiques.

Si, dans ce secteur, nous prenons fait et cause avec tant de vigueur pour le maintien d'un système économique mondial orienté vers l'économie de marché, nous devons nous rendre compte que les pays industrialisés devront payer un certain prix pour une telle solution aux tensions globales entre l'industrie et les pays en voie de développement.

Les pays industrialisés devront prévoir une ouverture encore plus grande de leurs marchés aux produits manufacturés en provenance des pays en voie de développement.

Nous ne sommes crédibles que si nous nous conformons aussi aux principes que nous invoquons pour nous défendre contre des exigences déraisonnables des pays en voie de développement.

Il est donc logique qu'au moment même où nous nous opposons à l'introduction d'un système économique mondial de type dirigiste, nous ne fassions pas appel à un flot de mesures protectionnistes pour le commerce des produits semi-finis et des produits finis.

Ce qui ne signifie toutefois pas que, dans certains cas justifiés, nous ne prévoyions pas une politique commerciale protectionniste, plus particulièrement lorsque l'accroissement des importations n'est pas basé — ou bien est basé partiellement seulement — sur des avantages dus à la localisation, mais lorsque cet accroissement est plutôt attribuable à des distorsions de concurrence les plus diverses.

This is the case so far as the three textile raw materials are concerned. We do not look for anything from this integrated programme. With this common fund, this system of intercommunicating cells, where the financial means are gathered together and for them to be passed from one cell to another, one might say that trade revolves around wool, cocoa and copper. We have no idea how this would work in practice. Finally, we do not believe the developing countries would derive any worthwhile and lasting benefits from such a system. Again, we fear that, from a financial point of view, the setting up of such a system would be beyond our means.

This is why we want nothing of it, we are against it and are fighting it by ways and means provided, in such an eventuality, politically.

Neither can the Federal Government accede to the demands by the developing countries relating to restrictions on research and development and also on investment in production in the field of synthetic fibres.

In the matter of textile raw materials, the developing countries also ask, for example, for the setting up of a compensation fund, financed internationally, for the use in the event of structural over production of jute and of hard fibres.

The Federal Government is of the same view as that of industry and trade namely that it is in our interest, but also in the long term interest of the developing countries, to see to it that world trade in textile raw materials should, as far as possible, be free from interventionist controls, or controls motivated by political aims.

While, in this sector, we take up the cudgels so strongly in the cause of upholding a world economic system based on the economy of the market, we must realise that the industrialised countries will have to pay a price for such a solution to the overall tensions between industry and the developing countries.

Industrialised countries will have to open wider their markets to the manufactured products coming from developing countries.

We can only be credible provided we also conform to the principles which we are invoking to protect ourselves against unreasonable demands by the developing countries.

It is logical, therefore, while at the same time, we oppose the setting up of a dictatorial world economic system, we should not call for a whole range of protectionist measures in trading in finished and semi-finished articles.

This does not mean, however, that in certain justifiable cases, we would not adopt a protectionist commercial policy, more especially when growth of imports is not based or is only partly based, on advantages due to location, but when such growth is due more to many kinds of distortion in competition.

Ces dernières années, il s'est passé beaucoup d'événements dans le secteur textile, mais il faut savoir discerner l'essentiel et ne pas se perdre dans un maquis de restrictions dont, en fin de compte, seul un petit nombre de spécialistes peuvent saisir toute la portée, et dont les effets protecteurs ne se manifestent pas, soit parce qu'il existe toujours des échappatoires légales ou non, soit parce que les possibilités des autorités chargées du contrôle des importations sont naturellement limitées.

Le sens et le but de l'accord mondial sur les textiles conclu fin 1973 étaient justement :

1. de mettre de l'ordre dans ce maquis de restrictions,
2. d'assurer une expansion continue du commerce mondial des textiles, et
3. de prendre en considération les intérêts légitimes des pays importateurs.

Maintenant, il faudra décider de l'avenir de cet accord qui vient à échéance, pour la première fois, à la fin de l'année en cours. A notre avis, dans l'ensemble, cet accord a fait ses preuves en tant que cadre pour la coopération internationale dans ce secteur.

C'est pourquoi nous estimons que, pour ce qui est des points principaux, cet accord doit être maintenu tel quel.

Nous n'oublions pas qu'en dépit de l'existence de cet accord, des perturbations de marché se sont néanmoins manifestées dans l'un ou l'autre cas. Mais, à notre avis, ceci est davantage dû aux hésitations et aux méthodes d'application de l'accord qu'à la façon dont sont formulées ses dispositions.

Dans ce contexte, il ne faut pas oublier que la Communauté a eu besoin d'une très longue période de démarrage pour transposer l'accord mondial sur les textiles dans la politique commerciale pratique.

Nous-mêmes n'étions pas tout à fait étrangers à cet état de choses car nous devions tout d'abord — demande formulée depuis longtemps par notre industrie — obtenir l'application du système dit de répartition des charges dans la Communauté.

Vous vous rendez compte que cela n'était pas facile. Dans le cadre des 13 accords d'autolimitation que la Communauté a conclus entretemps, les taux de croissance applicables à l'Allemagne ont été beaucoup moins élevés que ceux enregistrés par la Communauté, dans son ensemble, et par la plupart des Etats membres, en particulier.

Une série de modifications techniques peuvent être imaginées.

Nous avons en effet acquis une certaine pratique, mais je ne pense pas que les négociations relatives à la prorogation de l'accord devraient être l'occasion de procéder à la construction d'un système totalement nouveau, ou prétexte à la suppression de concessions accordées.

During the last years, much has happened in the textile sector, but one must know how to adhere to essentials and not to become lost in a welter of restrictions, the benefits of which are confined to a small number of specialists only, and the protection afforded is not seen, either, because there are always loopholes, legal or otherwise, or because the import controlling authorities have only limited scope.

The reasons and the aim of the world textile agreement concluded at the end of 1973 were, rightly :

1. to bring some order into a forest of restrictions,
2. to ensure a continuous growth in world trade in textiles, and
3. to take into consideration the legitimate interests of importing countries.

Now, the future of this agreement, which runs out at the end of the current year, has to be decided. In our opinion, and generally speaking, this agreement has proved itself in so far as it has provided a framework for international co-operation in this sector.

For this reason, we believe that, in connection with the main issues, this agreement must be kept in being in its present form.

We are not unmindful of the fact that in spite of the agreement, market disturbance has occurred in one or two cases. We believe, however, this was due more to indecision and to these methods used in applying the agreement, rather than to the way its provisions are set out.

In this context, it must not be forgotten that the Community needed a very long running-in period in order to transpose the world agreement on textiles in terms of practical commercial policy.

We ourselves were no strangers to that state of affairs because we had at the outset, — a demand made for a long time by our industry —, to secure the setting in motion of the system, known as burden sharing in the Community.

You will appreciate that that was not easy. Within the framework of the 13 voluntary restriction agreements which the Community has concluded in the meantime, the rates of growth applicable to Germany have been lower than those registered by the Community as a whole, and than those for most of the individual member States.

One can think of a number of technical changes which could be made.

We have, in fact, become reasonably practised, but I do not think that the negotiations for the extension of the agreement should be taken as an opportunity to carry out the forming of a completely new system, or as a pretext to do away with the concessions already made.

La tentation est grande. Vous n'êtes pas sans savoir que chez certains de nos partenaires, il existe une volonté clairement déclarée de renforcer les mesures de protection.

Le but principal de la discussion qui doit maintenant avoir lieu dans le cadre du Comité des Textiles à Genève doit être le maintien de l' Accord mondial sur les Textiles.

Nous estimons qu'il ne faut pas vouloir modifier de fond en comble le texte de l'accord, car cela pourrait inciter les pays en voie de développement à formuler d'importantes contre-exigences, et tout risquerait ainsi d'être remis en question.

Par contre, nous serions d'avis de tenter de surmonter certaines difficultés, apparues lors de l'application du présent Accord, du fait d'interprétations de certaines dispositions, au sujet desquelles il conviendrait de trouver un accord avec les partenaires.

Il s'agira surtout ici de créer les conditions nécessaires pour qu'à l'avenir, en cas de distorsions de marché, l'on puisse réagir plus rapidement. Les discussions à Bruxelles et à Genève sont encore en cours.

Dans ce contexte, j'aimerais encore souligner un aspect. Le commerce avec les pays en voie de développement a, dans le secteur textile, une structure régionale assez particulière.

Trois pays exportateurs de textiles assurent ensemble plus de 60 % des importations des pays industrialisés. Cette situation est malsaine et n'est pas raisonnable. Nous connaissons ces trois territoires. Notre but devrait être de faire à l'avenir une distinction entre, d'une part, ceux qui ont déjà atteint une position dominante sur notre marché et, d'autre part, la masse des pays en voie de développement, et ici nous pensons surtout aux pays les moins développés.

Il est toutefois extrêmement difficile de réaliser une telle modification des structures.

C'est un cas que nous avons en effet tous vécu et pour lequel nous avons obtenu gain de cause lorsque s'est posé le problème de l'inclusion de Hong-Kong dans le système des préférences généralisées.

Nous estimions qu'il était totalement absurde d'aider le principal exportateur mondial en articles d'habillement en lui accordant en supplément des avantages tarifaires. Nous n'avons pas pu éviter cette décision, mais nous sommes parvenus à la neutraliser dans une certaine mesure.

Seulement quelques mots en ce qui concerne le commerce avec les pays de l' Est dans le domaine des textiles et de l'habillement, dont, à mon avis, on surestime souvent l'importance dans la discussion officielle.

The temptation is great. You are not unaware that, so far as some of our partners are concerned, there is a clearly defined wish to strengthen protective measures.

The main objective of the discussions which must now take place within the framework of the Textiles Committee in Geneva must be the maintaining of the World Agreement on Textiles.

We consider that one would not want to see the text of the agreement changed from top to bottom, as that could encourage the developing countries to put forward important counter demands and everything would again be in the balance.

However, we would favour trying to overcome certain difficulties which have cropped up in the application of the present agreement, due to the interpreting of the provisions, the subject of which an agreement should be reached with our partners.

The need here is, especially, to bring about the necessary conditions for the future, so that in the case of market disturbance, speedier action may be taken. The discussions in Brussels and in Geneva are still going on.

In this context, I should like again to underline one aspect. Trade with the developing countries has, in the textile sector, a quite special regional structure.

Three textile exporting countries account, together, for more than 60 % of the imports into the industrialised countries. This situation is unhealthy and unreasonable. We know which are the three territories. Our aim should be, for the future, to make a distinction between, on the one hand, those who have already reached a dominant position in our market and, on the other, the mass of developing countries, and here we are thinking mainly of the least developed.

It is very difficult, however, to bring about such a structural change.

We have all been through that situation and we won our case in the problem over the inclusion of Hong Kong in the generalised preferences system.

We considered it entirely absurd to assist the main world exporter of clothing by granting him, in addition, tariff benefits. We were unable to avoid this decision, but we were able to neutralise it to a certain extent.

A few words, only about trade with the Eastern countries in the field of textiles and of clothing, of which, in my opinion, their importance is often over estimated in official discussions.

J'aimerais souligner le fait qu'exactement la moitié des importations de produits textiles et d'habillement en provenance des pays à commerce d'Etat se font dans le cadre du trafic de perfectionnement passif et ne représentent donc rien d'autre qu'une production de l'Industrie allemande "en un autre lieu". Vous êtes responsables de 50 % de ce problème.

Presque chaque jour, les producteurs nous font remarquer quelle est l'importance de cette possibilité — dont, dans la Communauté, les producteurs allemands sont pratiquement les seuls à faire usage — pour la stabilité des entreprises et le maintien des emplois à l'intérieur du pays.

Nous ne partageons pas le point de vue de la Commission et des autres pays membres qui voient dans le trafic de perfectionnement passif la cause de nombreuses difficultés du reste de l'industrie européenne des textiles et de l'habillement, et nous nous opposerons à toutes tentatives visant à limiter encore plus les possibilités offertes par le trafic de perfectionnement à l'industrie allemande, allant plus loin que les limitations existant déjà.

Les autres importations en provenance des pays de l'Est représentent 3 % des importations totales, soit 1 % de la consommation.

J'estime qu'il ne faut pas, uniquement parce que ces articles viennent de l'Est, en faire notre bouc émissaire.

Pensez donc, 3 % des importations totales et 1 % de la consommation ! En outre, pour une grande partie de l'économie allemande, il s'agit là d'un fournisseur particulièrement bienvenu. Et le Bundeswirtschaftsministerium ne peut pas seulement voir le producteur allemand. Nous devons également représenter les intérêts du commerce allemand. Et ces messieurs ne sont pas des partenaires faciles; en effet, ils parlent toujours des intérêts de leurs concitoyens pour lesquels nous avons créé cette merveilleuse économie de marché, à savoir les consommateurs allemands. C'est précisément à ce sujet que les dialogues avec le commerce sont particulièrement difficiles.

J'ai un peu le sentiment que l'on gonfle cette histoire de l'Europe de l'Est pour en faire un bouc émissaire comme ce fut le cas avec la discussion que nous avons eue l'an dernier concernant "l'endettement" de l'Est.

Dans ce cas également, ces messieurs de la presse se sont beaucoup plus énervés que ceux-là mêmes qui étaient directement impliqués. Je n'ai rencontré aucun banquier allemand qui se tracassait au sujet de l'endettement des Etats socialistes. Mais, de la Bayerische Hypotheken- und Wechselbank à la Bayerische Vereinsbank et la Mainze Landesbank, et Dieu sait qui encore, toutes se sont unies pour rassembler allègrement les eurocrédits et les envoyer à la pelle vers l'Est. Et le gouvernement allemand n'a dit ni oui, ni non. C'est une affaire du domaine privé. Ici, chacun mène sa barque comme il l'entend. Souvent, nous en entendons uniquement parler par les journaux. J'estime seulement qu'il ne faut pas choisir le mauvais champ de bataille. C'est pourquoi je vous demanderai qu'en ce qui concerne les importations de textiles, l'on voit les choses dans la bonne perspective. Evidemment, Messieurs, il n'est pas très réconfortant pour vous de savoir combien ce commerce avec l'Est est profitable à l'ensemble de nos branches. Il faut toutefois souligner que dans votre secteur également — en dépit d'une forte augmentation des importations en provenance de la Tchécoslovaquie et de ces autres pays — le solde des opérations textiles avec l'ensemble des pays de l'Est a néanmoins été positif car le solde des opérations textiles avec des pays tels que la Pologne, la Hongrie et l'U.R.S.S. était très positif.

I should like to stress that exactly half the imports of textile products and of clothing from State trading countries come within the framework of outward processing traffic and reflects nothing other than production from the German Industry "elsewhere". You are responsible for 50 % of this problem.

Practically every day, the producers let us know the value of this opportunity, — of which, in the Community, the German producers are virtually alone in making use —, for the stability of enterprises and of maintaining employment in the interior of the country.

We do not share the view of the Commission and of other member countries who see in the outward processing traffic the cause of numerous difficulties in the rest of the European textile and clothing industries, and we are opposed to any attempts aimed at further restricting the opportunities offered, by the outward processing traffic, to the German industry, or going beyond the restrictions already in being.

Other imports from Eastern countries amount to 3 % of total imports, namely, 1 % of consumption.

I consider that one should not, because these articles come from the East, make them a scapegoat.

Just think, 3 % of total imports and 1 % of consumption ! Furthermore, for a large part of the German economy, it is a case of a particularly welcome supplier. The Bundeswirtschaftsministerium cannot only heed the German producer. We have also to consider the interests of German trade. These gentlemen are not easy partners; in effect, they always speak of the interests of their co-citizens for whom we have created this marvellous market economy, namely the German consumers. It is precisely on this subject that talks with the commercial world are particularly difficult.

I rather feel that the story of Eastern Europe is being blown up to provide a scapegoat as was the case in the discussions we had last year about Eastern "indebtedness".

In that case, also, the gentlemen of the Press were much more upset than were those directly involved. I have not met a single German banker who was worried about the indebtedness of the Eastern socialists. But, from the Bayerische Hypotheken und Wechselbank to the Bayerische Vereinsbank and the Mainze Landesbank, and God knows who else, they all combined to put together quite cheerfully, the eurocredits and to send them post haste to the East. The German Government said neither, yes, nor no. It is private matter. Here, everyone paddles his own canoe. Often, we hear about it only from the newspapers. I only think that one should not choose a bad position. For this reason, I would ask you, so far as textile imports are concerned, to see things in their proper perspective. Obviously, Gentlemen, it is not very comforting for you to know to what extent this trade with the East is profitable for our branches as a whole. It must be stressed, however, that also in your sector, — in spite of a large growth in imports from Czechoslovakia and other countries —, the balance in textile dealings with the Eastern countries as a whole, was favourable, because the balance on textile dealings with countries such as Poland, Hungary and the USSR was very favourable.

Je vous en prie, soyez compréhensifs : nous ne pouvons pas d'une part, considérer les avantages des exportations vers l'Est (qui représentent 7 % de nos exportations totales et dont dépendent 350.000 emplois) comme allant de soi et, d'autre part, fermer totalement nos frontières aux importations indésirables.

Mesdames et Messieurs, le secteur des textiles et de l'habillement est comme par le passé le domaine le mieux protégé de l'économie. Vous avez un statut qui ne peut que faire rêver les autres branches de l'industrie. Cette année, il est vrai, les contingents ont été relevés de 6 %, mais par contre certains produits sont soumis à une procédure de vérification des prix et ce relèvement n'est pas applicable à d'autres produits particulièrement sensibles.

En même temps, les contingents ne sont plus fixés en valeur mais en quantité. Pour les pays à commerce d'Etat, ceci représente l'avantage qu'à l'avenir les augmentations de prix ne se répercuteront plus sur les quantités qu'il est possible de livrer; d'autre part, cependant, ceci présentera le désavantage de fortement morceler les contingents.

Les pays fournisseurs verront ainsi leur marge de manoeuvre restreinte et on ne risque plus de voir se concentrer sur un seul article les importations prévues dans le cadre d'un vaste contingent global.

En ce qui concerne l'Accord Textile conclu avec la Roumanie : cet accord a une énorme importance politique pour la Communauté Européenne et de ce fait pour nous aussi.

La Roumanie est le premier pays de l'Est qui a conclu un accord avec la Communauté.

Si, dans ce contexte politique, l'on est parvenu après de longues et difficiles négociations, à un accord qui soit dans l'ensemble raisonnable et acceptable pour les partenaires allemands, c'est surtout grâce à la résistance opposée par la délégation allemande qui n'a pas permis que l'on abandonne des points importants de la position de la Communauté dans ces négociations.

Ainsi, avons-nous pu, dans une phase critique, imposer un point auquel nous attachions énormément d'importance — la clause des prix —, bien que nous ayons été les seuls dans la Communauté à défendre cette thèse. C'est pourquoi nous regrettons d'autant plus que dans la question de l'accès des produits textiles de la Communauté au marché roumain, il n'ait pas été possible de parvenir à une solution satisfaisante.

Contrairement à ce qui se passe avec les autres pays de l'Est, le commerce textile avec la Roumanie est à sens unique; c'est pourquoi il serait souhaitable d'ouvrir le marché roumain à nos produits.

I ask you to take a broad view, we cannot, on the one hand, take for granted the benefits of exporting to the East (this represents 7 % of our total exports and gives employment to 350,000 people), and on the other, close our frontiers completely to undesirable imports.

Ladies and Gentlemen, the Textiles and clothing sector has always been the best protected in the economy. You have a status about which other branches of industry must dream. This year, it is true, quotas have been lifted by 6 %, but against this, certain products are subject to a price verification procedure and the lift is not applicable to other particularly sensitive products.

At the same time, quotas are no longer fixed by value but by quantity. For the State trading countries, this is an advantage in as much as in the future increases in price will not be reflected in the quantities which could be delivered; on the other hand, this will prove a disadvantage in that quotas will be very much cut up.

The supplying countries will have their room for manoeuvre restricted and there will be no risk, any more, of imports being concentrated on one single article, within the framework of a vast overall quota.

As for the Textile agreement reached with Roumania, this agreement is of an enormous political importance to the European Community and by this fact, for us also.

Roumania is the first Eastern country to reach an agreement with the Community.

If, in this political context, it was possible, after long and difficult negotiations to conclude an agreement, which was, in the main, reasonable and acceptable to the German partners, it was due, largely, to the resistance put up by the German delegation which would not agree to the surrendering of important points in the Community's position.

Thus, were we able in a critical phase, to make a point, to which we attached great importance, — the price clause —, albeit we were the only ones in the Community to defend this argument. For this reason, we regret, all the more, that on the question of access to the Roumanian market for Community textile products, it has not been possible to find a satisfactory solution.

Unlike the case with other Eastern countries, the textile trade with Roumania is one way; that is why it would be desirable for the Roumanian market to be opened to our products.

Cependant, vu l'importance politique de l' Accord, le gouvernement de la République Fédérale ne peut se permettre de faire échouer la ratification de l' Accord à cause de cette question.

On a mentionné le processus de vérification des prix. Je crois que, dans ce cas, nous avons fait tout ce qu'il était humainement possible de faire.

L' Office Fédéral de l'Economie, de l'Industrie et du Commerce est devenu une organisation très dynamique. Tant que nous restons dans le système coordonné de non-seuil de prix, tant que nous ne cherchons pas à modifier le système établi, la procédure actuelle de vérification des prix avec ses délais d'une quinzaine de jours seulement est ce que l'on peut attendre de mieux d'une administration sur le plan de l'efficacité.

Mais, si vous, l'industrie, exigez cet autre système, ce "verrou suisse" comme diraient les footballeurs, alors nous nous trouvons dans un monde différent. Mais, je vous le dis clairement : dans ce cas, vous devriez vous trouver un autre gouvernement. En effet, nous n'allons pas transposer dans la réalité cette politique économique "autarchique". Je vous dis peut-être cela assez sèchement, mais il faut souligner qu'il s'agit là d'un sujet rabâché que je croyais enterré depuis longtemps. Le commerce entre les deux Allemagnes menace aussi de devenir à sens unique. Je pense souvent que, lorsqu'un jour je quitterai ce Ministère, je resterai dans l'histoire de cette maison le "nigaud" qui s'est toujours chamaillé avec la R.D.A. au sujet du commerce entre les deux Allemagnes.

M. Kleindienst, qui est assis ici et est l'autorité en la matière, le sait. Ce qui ne va pas dans le commerce avec la R.D.A. est que le commerce des textiles est de plus en plus à sens unique. Le rapport achats/livraisons s'est détérioré et est passé à 3,4/1. L'année précédente, ce rapport était encore de 2,7/1. Nous n'avons fixé aucun rapport avec la R.D.A., mais nous devons veiller à ce que les échanges ne soient pas à sens unique. L'économie traditionnelle de l'Allemagne Centrale, telle que les plus âgés d'entre nous l'ont encore connue, se profile à nouveau à l'horizon et la RDA est redevenue un fournisseur très puissant d'articles textiles et d'habillement comme l'ont été la Saxe et la Thuringe. Et il s'agit là d'une économie d'importance traditionnelle pour cette région.

Dans nos négociations avec la RDA, nous demanderons un rapport plus favorable entre les livraisons et les achats et nous ferons dépendre du succès de ces efforts le montant des contingents définitifs pour 1977.

Par contre, le relevé statistique des importations et des achats est conçu d'ores et déjà d'une façon telle que ses résultats peuvent être utilisés sans perdre de temps à effectuer des recherches, lorsqu'il s'agit de prendre des décisions dans le cadre de l'examen préalable. A mon avis, les procédures les plus récentes l'ont démontré.

Certaines pratiques commerciales provoquant des distorsions de concurrence se manifestent aussi lors de livraisons par les pays associés aux Communautés Européennes.

Je connais très bien les inquiétudes de l'industrie de la filature de coton face aux importations des fils de coton en provenance de la Turquie et de la Grèce.

Le cas de la Turquie est certainement le plus grave : dans ce cas spécifique, les exportations de fils sont encouragées par des subventions à l'exportation.

However, in view of the political importance of the agreement, the Government of the Federal Republic cannot allow itself to bring about the failure to ratify the agreement because of this question.

Mention has been made of the price verification process. I think, in this case, we have done everything that was humanly possible to do.

The Federal Office for the economy, industry and commerce has become a very dynamic organisation. So long as we belong to the co-ordinated system of non-threshold prices, so long as we do not try to change the established system, the present procedure for price verification with its delays of a fortnight only, is the best that can be expected from an administration at the level of effectiveness.

But, if you, the industry, demand that other system, the "swiss screw" as footballers would say, then we are in a different world. I will say to you clearly, however; in that case, you should find another government. In fact, we shall not impose on reality this "autarchic" economic policy. Perhaps I am being a little curt in saying this to you, but it must be stressed that this is merely harping on a subject I thought was buried long ago. Trade between the two Germanies threatens also to become one way. I often think that, when the day comes for me to leave the Ministry, I shall go down in the history of this house as the "fool" who always bickered with the GDR on the question of trade between the two Germanies.

Mr. Kleindienst, who is sitting here, and is the authority on this matter, knows this. What is not going well with trade with the GDR is that trade in textile is becoming more and more one way. The ratio of purchases deliveries has deteriorated and is now 3.4/1. Last year this ratio was still 2.7/1. We have made no contact with the GDR, but we must take care that trade does not become one way. The traditional economy of Central Germany, as the more elderly amongst us knew it, is outlined on the horizon once more and the GDR has again become a very strong supplier of textile and clothing articles, as used to be Saxony and Thuringia. This is a traditionally important economy for the region.

In our negotiations with the GDR, we will ask for a more favourable relation between deliveries and purchases and we will make the figure for the 1977 quotas dependent on the success of our efforts.

In an other connection, the statistical statement of imports and purchases will from now on, be presented in such a way that the findings may be used without wasting time in research, when it is a question of taking decisions in the framework of the preliminary examination. In my opinion, the most recent processes demonstrated this.

Certain commercial practices causing distortion in competition are shown as well, in connection with deliveries by countries associated with the European Communities.

I am very well aware of the concern of the cotton spinning industry who face imports of cotton yarn from Turkey and from Greece.

The case of Turkey is certainly the most serious one; in this particular case, exports of yarn are assisted by export subsidies.

Depuis un certain temps, nous essayons, tant par des entretiens bilatéraux que par des entretiens avec les autorités de Bruxelles, de faire supprimer ces pratiques. Dans le cadre des entretiens bilatéraux, la seule possibilité qui nous est offerte est la persuasion; elle n'a rien donné. C'est seulement à Bruxelles, dans le cadre de l' Association avec la Turquie, que des mesures de protection peuvent être prises. Depuis des mois, nous insistons auprès des autorités de Bruxelles pour que l'on tente une fois encore de régler cette affaire à l'amiable, avant que des mesures de protection unilatérales soient envisagées.

Maintenant, une nouvelle tentative va être faite. En même temps, nous avons demandé qu'une procédure de surveillance communautaire soit introduite pour souligner l'importance que nous attachons à ce problème.

Je comprends l'impatience des personnes concernées par cette affaire, du reste pas seulement chez nous, mais aussi dans d'autres Etats de la C.E.E.

Je vous demanderai toutefois d'être compréhensifs car, compte tenu des relations politiques et commerciales très compliquées entre l' Europe de l' Ouest et la Turquie, nous devons nous imposer une certaine retenue.

M. Neundörfer vient de m'annoncer qu'une réunion importante a eu lieu vendredi dernier à Bruxelles concernant cette affaire déplaisante. Décision adoptée : dernier délai, mi-février. Si ce délai s'écoule sans que les Turcs aient fait des concessions, alors il y a de grandes chances pour que la Communauté impose des droits. Et j'estime que cette mesure sera justifiée et viendra à propos.

Mesdames et Messieurs, après ce tour d'horizon de la politique textile dans le monde, permettez-moi de souligner que, quelle que soit l'urgence et l'importance de tous ces problèmes spécifiques dans l'un ou l'autre cas donné, nous ne devons jamais perdre de vue l'ensemble, le contexte global.

Lorsque je parle d'ensemble, je pense au rôle de la République Fédérale d' Allemagne en tant que puissance de pointe du commerce, dont l'existence est justement axée sur un commerce mondial aussi libre que possible, et ici je fais surtout allusion aux intérêts de l'exportation dans votre propre secteur.

Mais, avoir une vue d'ensemble signifie aussi qu'il doit exister une certaine cohérence, un rapport logique entre les réglementations particulières adoptées vis-à-vis des différents partenaires commerciaux. Ceci signifie qu'il ne faut pas avoir un travail de rapièçage selon la méthode "je bouche un trou ici, j'en fait un autre là", sans qu'une main ne sache, ou n'observe toujours ce que fait l'autre.

A la fin, plus personne ne comprend et plus rien ne se fait systématiquement, la faiblesse des mesures résultant d'un manque de coordination au niveau politique.

Ceci ne peut être dans votre intérêt et c'est pourquoi l'idée d'une politique commerciale textile intégrée, qui nous vient de Comitextil, est, je crois, très importante et gagne fortement en influence : nous écouterons avec attention ce que l'on envisage en détail à cet égard dans l'industrie.

We have for some time, been trying both by bilateral talks and by meetings with the authorities in Brussels, to have these practices stopped. So far as the bilateral talks are concerned, the only possibility open to us is that of persuasion; this has yielded nothing. It is only in Brussels, within the framework of the Association with Turkey, that protective measures can be taken. We have been pressing the authorities in Brussels for months to try once more to settle this matter amicably, before unilateral protective measures are contemplated.

A new attempt will now be made. At the same time, we have asked for the setting up of a Community surveillance procedure to underline the importance we attach to this problem.

I understand the impatience of those concerned by this affair, and not only here, but in other EEC States.

I would ask you, however, to show understanding as, given the very intricate political and commercial relations between Western Europe and Turkey, we must practice a certain restraint.

Mr. Neundorfer has just told me that an important meeting was held in Brussels last Friday to deal with this unpleasant affair. The decision reached was : last delay mid-February. If this delay goes by without the Turks having made concessions, then, there is every chance that the Community will impose duties. I consider that this measure will be justified and will be to the point.

Ladies and Gentlemen, after this 'tour d'horizon' of textile policy in the world, allow me to stress that whatever the urgency and importance of all the problems in one or other of the cases quoted, we must never lose from sight the whole, the overall context.

When I speak of the whole, I think about the role of the German Federal Republic as a leading commercial power, the existence of which is rightly based on as free a world trade as possible, and here I refer particularly to the exporting interests of your own sector.

But, to take an overall view means that there must be some cohesion, a logical relation between particular regulations adopted vis-a-vis different trading partners. This means one must not do a patching up job on the basis of, "I fill a hole here, I make another one there", without one hand knowing what the other one does.

In the end, no one understands and nothing is now done systematically, the weakness of measures resulting of a lack of co-ordination at political level.

This cannot be in your interests and this is why the idea of an integrated commercial textile policy, which comes to us from Comitextil is, I think, very important and is gaining much favour; we shall pay great attention to what the industry thinks, in detail, about this.



Je suppose que personne ne s'imagine que derrière cette politique on prévoit des mesures de protection à l'importation qui seraient un remède universel contre les problèmes de mutation de structures. Vous-même, Monsieur le Président, avez, lors de l'Assemblée Générale annuelle, le 10.12.1974, mentionné la réponse donnée par l'Industrie Textile au défi de la mutation structurelle. Vous aviez dit alors : "l'industrie textile a, dans une période difficile, maîtrisé seule les problèmes de mutation structurelle et c'est de la même façon décidée qu'elle s'attaquera aux tâches futures qui l'attendent."

Si telle est encore aujourd'hui l'attitude de l'association — et c'est l'impression que j'ai eue ce matin —, je ne peux que vous souhaiter bonne chance.

Tels sont les points de vue et l'attitude qu'il faut avoir pour maîtriser les problèmes posés par un avenir compliqué. L'industrie textile ne manque ni d'initiative, ni d'idées.

De quoi s'agit-il ? Il s'agit avant tout de renforcer l'avance que l'on possède du point de vue qualité par rapport à de nombreuses offres étrangères, d'exploiter au maximum l'avantage naturel de la proximité du marché et d'une meilleure connaissance des goûts des consommateurs, de maintenir notre position de pointe dans le domaine du progrès technique, de découvrir de nouveaux produits et possibilités d'exploitation, d'ouvrir de nouveaux marchés, et surtout de mettre à profit toutes les chances offertes pour une coopération renforcée entre le secteur de la production et celui s'occupant des débouchés.

Si vous y réussissez, Mesdames et Messieurs, alors, en dépit de nombreux cris d'alarme ou d'autres proclamations émanant de hautes instances scientifiques, qu'elles viennent du Nord, comme Kiel, ou d'ailleurs, nous pourrions envisager avec confiance l'avenir de cette importante et grande industrie allemande de biens de consommation.

I suppose no one believes that behind this policy there lies protective measures against imports which would be a universal remedy against the problems of structural change. You, yourself, Mr President, at the Annual General Meeting on 10.12.1974, mentioned the reply given by the Textile Industry to the challenge of structural change. You said at the time, "the textile industry has, in a difficult period, mastered, by itself, the problems of structural change and has decided that it will deal with future tasks in the same way".

If today that is still the attitude of the association, — and that is the impression I had this morning —, I can only wish you good fortune.

That is the attitude which one must adopt in order to overcome the problems posed by a complicated future. The textile industry lacks neither initiative, nor ideas.

What is it all about ? It is to do with, above all strengthening the lead which we have in regard to quality in relation to much offered abroad, in exploiting to the full the natural advantage of the proximity of the market and of a better knowledge of consumers' tastes, in maintaining our leading position in the field of technical progress, in discovering new products and the possibilities of exploitation, in opening up new markets and especially in putting to profitable use all the opportunities offered by a strengthened co-operation between the production sector and the sector concerned with outlets.

If you are successful, Ladies and Gentlemen, then, in spite of numerous cries of alarm or other proclamations from high scientific circles, whether they come from the North, like Kiel, or from elsewhere, we can look with confidence to the future of this important and great German consumer goods industry.

